



Contribution du dialogue interreligieux à la pacification en Afrique de l'Ouest.

Côte d'Ivoire, Sénégal, Bénin

Juillet 2018

Sommaire

Note liminaire de Émile Moselly Batamack	6
Introduction générale.....	7
Partie 1 : Dialogue interreligieux en Côte d'Ivoire	9
1. Le contexte	9
2. Le dialogue interreligieux en Côte d'Ivoire.....	11
2.1. Le vivre ensemble au quotidien avant les crises militaro-politiques	11
2.2. Le dialogue interreligieux après les crises de 2002-2003.....	13
2.2.1. L'implication des leaders des confessions religieuses.....	13
2.2.2. D'autres expériences de dialogue interreligieux.....	16
a) La communauté Sant'Egidio.....	16
b) L'expérience de la paroisse Saint Philippe d'Abobo-Sagbé	17
c) Les projets du CERAP	19
3. Evaluation critique du dialogue interreligieux en Côte d'Ivoire	21
3.1. Les effets positifs du dialogue	21
3.2. Les dangers à éviter	23
3.2.1. Le prosélytisme	23
3.2.2. Les rapports ambigus des leaders religieux à la politique.....	24
3.2.3. Dialogue, vérité, et réconciliation	25
Conclusion	26
Partie 2 : Le dialogue interreligieux au Sénégal	29
1. Le contexte	29
2. Initiatives de dialogue interreligieux au Sénégal.....	30
2.1. Les expériences de la Fondation Konrad Adenauer	30
2.2. L'expérience de l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest.....	32
2.3. L'expérience du village de Popenguine	33
3. Evaluation des expériences	35
3.1. La Fondation Konrad Adenauer.....	35
3.2. L'expérience de l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest.....	36
3.3. Le pèlerinage de Popenguine	37
Conclusion	38
Partie 3 : Le dialogue interreligieux au Bénin.....	39
1. Le contexte	39
2. Congrès internationaux sur le dialogue interreligieux	41
2.1. Le Symposium International sur l'Éducation à la Paix et au Développement par le Dialogue	

Interreligieux et Interculturel	42
2.2. Le symposium international sur « Le Vivre Ensemble entre Adhérents de Différentes Communautés Religieuses au Bénin et en Suisse : défis, risques et chance ».....	43
3. Du dialogue interreligieux au quotidien : quelques projets phares.....	44
3.1. La Maison de la Paix à Porto Novo	45
3.2. Un dispensaire à Kpoguidi	45
4. Evaluation des expériences du dialogue interreligieux au Bénin.....	46
4.1. Les conférences sur le dialogue interreligieux	46
4.2. De la maison de la paix.....	47
4.3. D'autres projets.....	48
Conclusion	49
Conclusion générale	51
1. Principales conclusions.....	51
2. Recommandations.....	52
Bibliographie	53
Support cartographique des pays étudiés.....	54
Afrique générale.....	54
Côte d'Ivoire	55
Sénégal	56
Bénin	57

Sigles et abréviations

AQMI	Al Qaïda au Maghreb
CERAP	Centre de recherche et d'action pour la paix
CIEVRA	Centre international d'expérimentation et de valorisation des ressources africaines
CPPS	Centre Panafricain de Prospective Sociale
COSIM	Conseil Supérieur des Imams de Côte d'Ivoire
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
IMES	Institut mariste d'Enseignement Supérieur
MFDC	Mouvement des forces démocratiques de Casamance
OCI	Organisation de la Coopération Islamique
OSC	Organisations de la Société Civile
RSS	Réforme du Secteur de sécurité
RTA	Religions traditionnelles africaines
UCAD	Université Cheikh Anta Diop
UCAO	Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
UUZ	Unité Universitaire à Ziguinchor

Remerciements :

-A l'association des amis de Master Chin Kung

-A Messieurs Camille Kuyu et Nicolas Klingelschmitt, consultants pour l'étude

-A Monsieur Émile Moselly Batamack, pour la relecture du texte

-Aux membres de l'Institut Afrique Monde

Note liminaire

Les trois études réunies dans ce rapport ne sauraient dresser un tableau complet de l'état des recherches actuelles sur les différentes initiatives de dialogues interreligieux passées ou en cours en Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Sénégal, Bénin). Elles concourent cependant à dégager quelques jalons de la prise de conscience progressive dans le champ de la recherche des solutions de paix et de la cohabitation pacifique des religions en terre africaine.

Généralement ces initiatives de paix proviennent des institutions des Etats, des organisations de la société civile, des autorités locales et des communautés religieuses des principales religions exogènes qui sont les mieux organisées, à savoir le christianisme et l'islam.

L'Afrique est une terre de religions et de spiritualités d'exceptions, raison pour laquelle elle est perçue comme le foyer d'émergence et d'accueil pacifiques des religions qui sont d'une fécondité spirituelle qui ne doit rien au hasard. Malheureusement de nombreuses études sur les religions et spiritualités d'Afrique sont méconnues du grand public, elles souffrent de préjugés, d'incompréhension et de manque de connaissance des sources. Désormais, livres, articles, colloques ouvrent des perspectives passionnantes et prometteuses.

Si le dialogue interreligieux est fondamentalement une affaire de croyants, avant d'être celui des leaders ou responsables religieux et des spécialistes, désormais il est essentiel que l'on oriente la recherche de solutions de paix efficaces et durables en direction d'un dialogue ouvert à l'ensemble des croyants et acteurs, en particulier aux membres des religions de la tradition africaine longtemps marginalisés. Ceci se fera dans le but de réduire les frustrations et d'élargir la surface de réfraction en les intégrant pleinement dans la recherche des solutions qui prennent en compte le corpus et les sources matérielles de ces religions et spiritualités endogènes. Il importe de dire qu'elles sont la composante majoritaire des croyances des peuples du continent.

En dernière analyse, rappelons que la religion africaine est, en un certain sens, l'effet et la source de la civilisation de l'oralité (1). C'est donc elle qui joue le rôle de substitut vivant. « Les pratiques religieuses conservent et traduisent le rapport au monde de l'homme africain. Elles expriment, dans le jeu du prescrit et de l'interdit, du permis et du défendu, les valeurs et contre-valeurs de la société ».

(1) Parler d'oralité, nous rappelle Honorat Aguessy, c'est souligner l'existence d'une dominante où la communication orale prévaut ; ce n'est point désigner l'exclusivité de la communication orale provenant d'une hypothétique incapacité de se servir de l'écriture. L'oralité est l'effet autant que la cause d'un certain mode d'être social.

Introduction générale

Le dialogue interreligieux n'est pas seulement un dialogue entre les religions et/ou leurs spécialistes. En fait ce sont toujours des hommes qui dialoguent, non des institutions. C'est pourquoi il convient de distinguer entre différents niveaux de dialogue, notamment celui des leaders religieux, celui des spécialistes, et le dialogue au quotidien. Le dialogue interreligieux peut-être un dialogue entre théologiens ou entre responsables religieux, représentant leurs religions respectives. Les participants à ce type de dialogue cherchent à aboutir à des prises de position communes face à des événements ou des situations particulières ou encore sur des thèmes et des questions qu'ils ont en commun.

Le but que les participants désirent atteindre est la fin de la violence entre les croyants de diverses religions. Ils sont convaincus que toute religion aspire à la paix, et que la violence va à l'encontre de l'essence même de leur foi. Ils ont ainsi un terrain d'entente qui rend le dialogue fructueux.

Ces rencontres sont aussi un moyen pour chercher à guérir les blessures du passé et relire l'histoire de façon dynamique. Par ailleurs, de nombreux séminaires et colloques sont organisés sur le dialogue interreligieux. Les participants à ce type de dialogue sont le plus souvent de formation universitaire et parlent en connaissance de cause. Ils ne représentent pas pour autant les points de vue officiels des communautés ou Églises auxquelles ils appartiennent. Ce sont généralement des rencontres inter-religieuses qui se font entre personnes dites « intellectuelles » et donc capables d'une étude objective des faits et des traditions.

Enfin, il y a le dialogue au quotidien des hommes et des femmes dans leur vie de tous les jours. Il n'est pas fréquent qu'ils soulèvent des questions proprement religieuses. Ils communiquent plutôt sur les faits de la vie quotidienne. Ce qui est recherché dans ce type de dialogue c'est la connaissance de l'autre, non pas pour le convertir, mais pour s'enrichir de son expérience spirituelle. Le véritable dialogue ne cherche pas à imposer un point de vue, mais à découvrir les valeurs positives présentes dans la conviction de l'autre. Ce qui est recherché positivement est de créer des projets communs favorisant une intense collaboration. Le partage de soucis ou l'action entreprise ensemble favorisent un climat de coexistence pacifique.

L'objectif principal de cette étude, commandée par l'Association des Amis de Master Chin Kung, consiste à identifier et à évaluer les différentes initiatives de dialogues interreligieux passées ou en cours en Afrique de l'Ouest, précisément en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Bénin, dans une perspective de les renforcer en efficacité et en cohérence.

Les trois pays ont chacun des spécificités. Mais, ils ont en commun le fait d'avoir connu, chacun à sa manière, de graves crises sociopolitiques qui ont débouché sur des guerres (Côte d'Ivoire, Sénégal), ou des coups d'Etat (Bénin), ou encore sur des violences communautaires (Côte d'Ivoire). Des leaders religieux ont joué un rôle de premier plan pour le dénouement de ces crises, notamment lorsque l'instrumentalisation des religions à des fins politiques entraîne des violences communautaires.

Aujourd'hui, les trois pays connaissent un climat apaisé, et sont sur la voie de la stabilité économique et politique. Mais cela ne devrait pas occulter le fait qu'ils sont, comme la quasi-totalité des pays de l'Afrique de l'Ouest, sous la menace des extrémistes islamistes. La Côte d'Ivoire a été secouée par des attaques terroristes en 2016. Le Sénégal est réputé pour sa tolérance. Mais, des salafistes y sont de plus en plus présents, notamment dans des zones périphériques du pays, totalement délaissées par l'Etat et où les confréries sont peu insérées. Fort heureusement, les confréries soufies¹ font rempart contre les attaques terroristes. Aux portes du Bénin, vers la frontière nigériane, les menaces de *Boko Haram* sont réelles bien que maîtrisées jusqu'à présent.

C'est dans ces contextes de relative stabilité et de menaces terroristes que des initiatives de prévention de conflits, de maintien de la paix ou encore de consolidation de la paix se multiplient. Ces initiatives, grandes ou petites, sont l'œuvre des institutions étatiques, des communautés religieuses, des autorités locales, des organisations de la société civile ou des individus. Elles mettent en évidence la nécessité de dialoguer pour bâtir la paix. Quelle est la pertinence du dialogue interreligieux comme mode de prévention et de régulation des conflits ? Quels sont les impacts des initiatives et expériences de dialogue interreligieux observées en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Bénin ? Quelle est la viabilité de ces initiatives ? Quel a été le rôle des leaders religieux dans le dénouement de certaines crises ? Quelles bonnes pratiques retenir en vue d'éventuelles transpositions dans d'autres régions d'Afrique ou du monde ? Toutes ces questions sont au cœur de cette étude.

Le présent rapport comporte trois parties. La première porte sur le dialogue interreligieux en Côte d'Ivoire. Les deux parties suivantes sont consacrées à la même problématique respectivement au Sénégal et au Bénin.

¹ Le soufisme représente une tendance ésotérique et mystique de l'islam sunnite. Par extension il désigne les confréries rassemblant les fidèles autour d'une figure sainte.

Partie 1 : Dialogue interreligieux en Côte d'Ivoire

« La vie est le plus précieux de tous les trésors. Tous les trésors du monde réunis n'ont pas la valeur d'une seule vie humaine » (André, Communauté Bouddhiste de Côte d'Ivoire)

1. Le contexte

La Côte d'Ivoire est un pays d'Afrique de l'Ouest situé le long du golfe de Guinée avec une population de plus de 24 millions d'habitants. Les religions pratiquées en cette terre sont l'islam 42,9% de la population, le christianisme 33,9% (dont 17% de catholiques et 11,8% de protestants évangéliques), 3,6% pour les religions de la tradition africaine dont on reconnaît qu'elles maintiennent une influence forte sur l'ensemble des croyances ; et enfin 19,1% de la population se déclare sans religion.

La crise politico-militaire en Côte d'Ivoire commence le 19 septembre 2002 avec la partition du pays en deux : Nord et Sud. Un début de solution se profile le 24 janvier 2003 avec la signature des accords de Linas-Marcoussis. Cependant, une brusque crispation en novembre 2004 remet en cause toutes les avancées obtenues. Une promesse de règlement final se dessine enfin avec la signature de l'accord politique de Ouagadougou le 4 mars 2007, avant d'être remis en cause à l'occasion de l'élection présidentielle ivoirienne de 2010.

Le règlement de la crise ivoirienne depuis 2002 a conduit le Conseil de Sécurité à l'utilisation de nombreux instruments de gestion de crise : l'engagement diplomatique à travers des médiations régionales et le déploiement d'une force régionale, le déploiement d'une force parallèle (Opération Licorne) à la mission, la mise en place d'un embargo sur les armes et les diamants et des sanctions ciblées contre certains auteurs de troubles, l'établissement d'une commission d'enquête face aux abus des droits de l'homme, la menace de recours à la Cour Pénale internationale, la Réforme du Secteur de Sécurité (RSS) et le Projet Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR), ainsi que l'élaboration d'un mandat de certification de l'élection par l'ONU pour une mission de paix onusienne. Tous ces instruments ont, à un moment donné, contribué à l'instauration d'un dialogue entre les différentes parties. Quoique controversé à ses débuts, le rôle de certification de l'ONU, en particulier, a permis finalement l'unité de la communauté internationale autour d'une action décisive à mener pour faire respecter les résultats de l'élection présidentielle de novembre 2010. Ceci a permis une sortie de crise, la stabilisation de la Côte d'Ivoire et plus largement de la sous-région.

Au lendemain de cette crise qui a causé de nombreuses pertes de vies humaines ainsi que la destruction d'infrastructures et de biens, la paix en Côte d'Ivoire demeure fragile et délicate, même si le pays est aujourd'hui sur la voie de la stabilité politique et économique. Nombre d'observateurs se posent la question de savoir quand et comment la paix reviendra pleinement dans ce pays d'Afrique de l'Ouest jadis connu comme un havre de paix et comme laboratoire du vivre *ensemble*.

C'est dans ce contexte d'incertitudes relatives au « vivre ensemble » que nous avons réalisé une enquête de terrain à Abidjan, du 28 mai au 6 juin 2018, persuadé que la restauration du lien social nécessite une valorisation des éléments positifs et fédérateurs. La réalisation d'une enquête sur le dialogue interreligieux s'est révélée doublement opportune. Elle est intervenue, d'une part, à un moment où les prochaines échéances électorales commencent à occuper les esprits, et, d'autre part, dans un contexte où le vivre ensemble est mis à mal par l'actualité du concept de « rattrapage ethnique »² qui est révélateur d'un malaise social. Par ailleurs, ce double enjeu met en évidence la nécessité d'aborder le problème de la gouvernance de la société ivoirienne de manière originale, en accordant une priorité à la consolidation de la paix, au rétablissement de la communication et du lien social brisé, et donc à la réconciliation des sujets de droits.

La méthodologie retenue comporte deux axes :

1. Enquête qualitative

Nous avons eu l'opportunité d'observer les réalités du moment et les pratiques des différents acteurs sociaux. Nous avons écouté et analysé des discours et des représentations que nous nous sommes efforcés de rapporter à des logiques qui les commandent. A partir d'entretiens non directifs (récits de vie et focus group) et semi-directifs, nous avons essayé d'avoir une connaissance exacte des parties en présence, et cherché à faire parler les enquêtés afin de déceler les différentes « représentations » de l'autre et les « préjugés » qui empoisonnent la société, entraînent des violations des droits humains et menacent la paix. L'enquête a permis de voir comment, autrefois, ils pouvaient accepter l'autre, vivre avec ou à côté de lui, et comment, aujourd'hui, ils sont amenés à accepter des règles, éventuellement à en créer, pour vivre ensemble.

2. Exposé et analyse d'expériences de dialogue interreligieux

² Expression ivoirienne désignant, par équivalence, la discrimination positive.

Nous présenterons et analyserons dans un premier temps l'implication des leaders religieux dans la recherche des solutions à la crise. Cette implication se fait dans le cadre du Forum des Confessions religieuses. Nous aborderons ensuite des expériences non institutionnelles ou encore du dialogue au quotidien supervisées par la communauté Sant'Egidio, la paroisse Saint Philippe d'Abobo-Sabgé, et le Centre de recherche et d'action pour la Paix (CERAP).

2. Le dialogue interreligieux en Côte d'Ivoire

Le dialogue interreligieux ne date pas d'aujourd'hui en Côte d'Ivoire. Les Ivoiriens ont toujours vécu ensemble, sans discriminations ethniques, raciales et religieuses. Le dialogue interreligieux au quotidien était une réalité dans ce poumon économique d'Afrique de l'Ouest, avant que la crise de 2002-2003 ne vienne bouleverser les équilibres anciens.

2.1. Le vivre ensemble au quotidien avant les crises militaro-politiques

Toutes les personnes que nous avons rencontrées et interrogées nous ont dit sans détours que les différentes communautés de la Côte d'Ivoire avaient toujours vécu dans la concorde et l'harmonie, et n'avaient jamais connu de conflits sur une base religieuse, avant les crises politiques de 2002-2003 et 2010.

Écoutons Auguste :

« Depuis l'école primaire, je n'ai jamais vu des conflits entre des personnes sur la base des religions. La Côte d'Ivoire est un pays laïc. Il y a des mariages entre les musulmans et les chrétiens. On va à la messe, on attache la kola en même temps. Pendant le Ramadan, les gens partageaient et recevaient. Il n'y a fondamentalement pas de problèmes. Personnellement, je suis chrétien, mais je participe à la nuit du destin. J'ai des amis musulmans qui m'invitent à la fête de Tabaski. On est tous monothéistes, malgré la différence des pratiques. Quand il y a des veillées mortuaires, les sourates sont traduites et résumées. On se rend compte qu'il y a un fondement : Abraham. Ce fondement devrait empêcher des batailles pour autre chose. Entre frères, même s'il y a des divergences, on ne se détruit pas. Bref, il n'y a pas de conflits religieux, mais il faut les prévenir ».

Georges, responsable d'une communauté catholique abonde dans le même sens :

« La société ivoirienne est une société métissée. Il n'est pas rare de rencontrer dans une même famille des chrétiens et des musulmans. Pour ce qui me concerne, l'un de mes témoins de mariage et l'un de mes plus proches amis est musulman ».

Pour ces deux interlocuteurs et de nombreuses autres personnes que nous avons interrogées, les discriminations et conflits religieux sont un phénomène nouveau en Côte d'Ivoire. Ce sont des hommes politiques qui les ont créés en opposant musulmans nordistes et chrétiens sudistes. En réalité, ce qui semblait à première vue être une guerre entre le nord musulman, et le sud principalement chrétien, était en réalité beaucoup plus une manipulation politique qui devait permettre aux politiciens de requalifier des conflits politiques en conflits ethniques ou religieux. Victimes de cette manipulation politique et de leur naïveté politique, de nombreuses personnes, notamment des jeunes, ont sombré dans la violence. C'est ainsi que des mosquées ont été brûlées et des églises attaquées. Redonnons la parole à Auguste :

« La plupart des habitants du Nord sont des musulmans. Une assimilation a été vite faite entre le Nord et l'Islam, même si dans le Nord il y a aussi des populations non musulmanes. Il y a eu des comportements malveillants vis-à-vis des musulmans. Les hommes en ont profité pour donner une connotation religieuse à tous les conflits ».

Remarquons que si l'instrumentalisation des religions par des hommes politiques a atteint son point culminant avec les crises des années 2002-2003 et 2010, elle n'est toutefois pas un phénomène nouveau en Côte d'Ivoire. Elle avait déjà été dénoncée par le Cardinal Bernard Yago dans son homélie du 31 décembre 1991 en ces termes :

« En prenant ainsi conscience de leur rôle dans la construction de la paix, les religions apparaissent plus fermement déterminées à ne pas devenir des instruments au service d'intérêts particuliers ou de fins politiques. Le Pape souligne d'ailleurs à deux reprises le danger réel que feraient courir à la paix les responsables politiques qui utiliseraient les religions comme un instrument au service de leur propre pouvoir ; alors, ce qui devient actuellement lieu privilégié de construction de la paix deviendrait lieu de

division. Ceux que la foi en un Dieu unique et créateur devrait naturellement rapprocher risqueraient de s'opposer ou d'être opposés à des fins de pouvoirs »³

Dans le point suivant, nous allons montrer, dans un premier temps, que l'instrumentalisation de l'espace religieux à des fins politiques aurait pu engendrer une escalade de violences n'eut été l'action préventive des leaders religieux. Dans un deuxième temps, nous allons faire une évaluation du dialogue interreligieux en Côte d'Ivoire.

2.2. Le dialogue interreligieux après les crises de 2002-2003

2.2.1. L'implication des leaders des confessions religieuses

La crise des années 2002-2003, et les élections de 2010 ont permis une redécouverte du dialogue interreligieux par les Ivoiriens. En effet, dans le contexte de manipulation politicienne et de xénophobie, liées à ces crises, de nombreux chefs religieux ont décidé de travailler la main dans la main pour empêcher le pays de basculer dans une violence incontrôlable et pour promouvoir la paix. Notre interlocuteur Georges souligne l'action du Père Norbert Abekan et de l'Imam Cissé Guidjiba et leur rend hommage :

« Le Père Abekan et l'Imam Guidjiba, pour ne citer qu'eux, ont affirmé haut et fort qu'il n'y avait pas un problème religieux en Côte d'Ivoire mais plutôt un problème politique. Cette parole a suffi pour éteindre le feu et rapprocher les musulmans et les chrétiens ».

Nous avons rencontré le Père Norbert Abekan pour un entretien, et nous avons appris davantage. Nous reprenons ses paroles :

« Les hommes politiques ont joué sur la fibre religieuse. Des mosquées ont été brûlées. Des églises ont été attaquées. A l'époque, j'étais curé... Mon église a été brûlée. C'était en 2002. Nous avons vite pris les taureaux par les cornes. J'ai pris contact avec l'Imam Guidjiba de Radio Albayan⁴. Nous sommes passés ensemble et en direct à la radio. Nous nous sommes concertés et avons pensé qu'il fallait vite éteindre le feu. Nous n'avons pas eu peur de dire aux hommes politiques de ne pas instrumentaliser les religions. Nous avons rencontré des jeunes et des femmes. Les femmes ont créé une confédération des femmes. Elles débattent des problèmes de la communauté. Les jeunes organisent des débats et des rencontres sportives (football). Nous intervenons à la radio (radio espoir et/ou radio Albayan)⁵, et par

³ TRICHET Pierre, Pas de paix sans justice. Les évêques d'Abidjan prêchent la paix, Abidjan, Les Editions du CERAP, 2004. P. 43

⁴ Radio nationale islamique de Côte d'Ivoire.

⁵ Radio Espoir est la station de radio généraliste chrétienne.

la presse. Chacun a son point de vue. Nous ne parlons pas de dogmes mais des problèmes de la vie concrète. Tout ce travail en amont a permis d'atténuer le feu. Il permet de mieux connaître nos frères musulmans. Nous évitons tout ce qui divise. Des ambassades (Israël, USA) nous invitent pour des débats ».

D'autres prises de position ont suivi ces interventions du Père Abekan et de l'Imam Guidjiba. Les déclarations les plus importantes ont été faites par le Forum des Confessions religieuses (FNCRCI), initié en 1995 par le Groupe d'Etudes et des Recherches sur la Démocratie et Développement Economique et Social en Côte d'Ivoire (GERDDES-CI)⁶, et soutenu par des organisations musulmanes, chrétiennes et animistes⁷.

Le FNCRCI a publié le 18 octobre 2002 une déclaration dans laquelle il exprime sa préoccupation. Il appelle les populations du pays à être les apôtres de la non-violence, tout en défendant leur identité nationale et leur souveraineté. Il condamne par ailleurs l'usage de la force armée à des fins politiques, et déplore également la destruction des biens privés et publics et les nombreuses pertes en vie humaines. Il invite les Ivoiriens à créer un environnement d'union et d'amour, valeurs fondamentales qu'enseignent les différentes religions. Aux groupes rebelles, le forum demande de discuter de leurs revendications autour d'une table, et aux habitants non ivoiriens qui ont subi des exactions, il exprime sa compassion et sa solidarité⁸.

Les messages délivrés par le Forum sont répercutés par les différentes composantes dans leurs communautés à l'intention de leurs membres. L'Imam Youssouf Konaté, membre du Conseil Supérieur des Imams, fait une analyse des actions de prévention menées dans le cadre du Conseil, en relation avec le Forum National des Confessions Religieuses de Côte d'Ivoire :

« Très tôt en effet, nous avons perçu les signes avant-coureurs de la grave crise qui a secoué le pays ces dix dernières années. Pour cette raison, nous avons organisé avec persévérance des séminaires de formation et de sensibilisation des imams, des leaders des communautés et associations musulmanes du pays. Concrètement, il s'agissait de prévenir les conflits et d'identifier les moyens de préserver la paix sociale, malgré la partition de fait du pays entre Nord et Sud, depuis septembre 2002. Le message

⁶ Le GERDDES était dirigé par le professeur de droit Honoré Guié qui deviendra plus tard Président de la Commission Nationale Electorale (CNE).

⁷ Entendez Religions traditionnelles africaines.

⁸ Au début de la crise, le gouvernement ivoirien avait accusé des étrangers d'avoir prêté main forte aux soldats entrés en rébellion. Les brimades qui ont suivi ont amené de nombreux pays à rapatrier leurs citoyens vivant en Côte d'Ivoire.

principal délivré comme un leitmotiv lors de ces réunions était que le conflit ivoirien était de nature politique et non religieuse. Il s'agit d'une lutte pour le pouvoir qui n'a rien à voir avec les croyances des uns et des autres. Ce message a été réitéré à de nombreuses reprises par notre Guide spirituel, Cheick Bouakary Fofana, président du Conseil supérieur des imams (Cosim). Notre Guide nous incitait à nous abstenir de riposter, quelles que soient les attaques dont la communauté musulmane pouvait être victime, ce que nous avons scrupuleusement respecté tout au long du conflit. Et ce, bien que plusieurs mosquées aient été incendiées et plusieurs imams tués, à Abidjan ou Duékoué dans l'Ouest. La communauté musulmane dans son ensemble est restée digne dans la douleur. C'était un signal fort adressé à tous les Ivoiriens et je crois qu'il a été perçu comme tel ».

En définitive, c'est grâce au dialogue interreligieux que la crise politique n'a pas dégénéré en conflits religieux. Le sociologue Francis Akindès que nous avons interviewé nous a dit à ce propos :

« Le dialogue interreligieux a eu quelques effets positifs. Il a permis d'apaiser les esprits et de ne pas basculer la crise du politique au religieux. En effet, le conflit ivoirien est un conflit strictement politique. Il a permis aux populations de ne pas céder à certaines provocations et stratégies politiques comme l'agression des prêtres ou le fait de brûler le Coran ».

Dans une étude réalisée dans le cadre du Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (CERAP), Ludovic Lado et Alain Zouzou abondent dans le même sens. Ils écrivent précisément : *« Les hommes politiques avaient au début de la crise de 2002 actionné la fibre religieuse. Mais la réaction rapide et le démenti fait par les autorités religieuses a apaisé la situation et le conflit est resté politique. La crise post-électorale, elle aussi, est restée uniquement politique parce que les leaders religieux unis au sein du Forum des confessions religieuses ont fait un travail de prévention »*⁹.

Aujourd'hui, le Forum regroupe 25 Confessions religieuses parmi lesquelles l'Eglise catholique, l'Islam, les Eglises protestantes et évangéliques, le Bouddhisme, des Eglises africaines indépendantes (Harristes, Célestes, Déhimas), etc. Il est dirigé par le Pasteur Ediemou Blin Jacob, de l'Eglise du Christianisme céleste.

⁹ LADO Ludovic, ZOUZOU Alain (Sous la direction de), Méthodologie de réconciliation intercommunautaire en période post-crise en Afrique. Une étude comparative de trois cas de terrain en Côte d'Ivoire, Abidjan, Editions du CERAP, 2015, p. 94.

2. 2.2. D'autres expériences de dialogue interreligieux

Nous nous sommes intéressés à d'autres initiatives de dialogues interreligieux, moins médiatisés mais très porteurs. Il s'agit des expériences de la communauté Sant'Egidio¹⁰, de la paroisse Saint Philippe d'Abobo-Sabgé, et du Centre de recherche et d'action pour la Paix (CERAP). Voyons donc de près ce qu'il en est.

a) La communauté Sant'Egidio

La communauté Sant'Egidio a participé activement à la recherche de la paix en Côte d'Ivoire. Elle a, notamment, organisé des rencontres avec toutes les confessions religieuses, y compris des religions africaines indépendantes qui contrôlent certains territoires. Elle a invité de nombreux chefs religieux à Rome.

Depuis que la paix est revenue, la communauté Sant'Egidio travaille au quotidien pour le renforcement de la cohésion sociale. Elle cherche à favoriser la cohabitation pacifique des populations dans les bidonvilles d'Abidjan. Elle ne travaille pas seulement avec les groupes religieux, mais avec les populations les plus démunies.

La communauté met un accent particulier sur le travail avec les jeunes, à travers ses écoles de la paix. Nous avons rencontré Monsieur Georges Adon, le représentant de la communauté de Sant'Egidio en Côte d'Ivoire, et Monsieur Issac Essan Anghu, le responsable des jeunes pour la paix. Ce dernier nous a expliqué le travail que la communauté fait avec les jeunes :

« Le mouvement Jeunes pour la paix est né en Italie et se diffuse dans de nombreux pays. Il promeut la culture de non-violence et du vivre ensemble. Il combat les violences sur les réseaux sociaux et apprend aux jeunes à accepter les autres. Par des conférences, des concours de poésie et des chansons, le mouvement apprend aux jeunes à développer l'empathie, notamment envers les pauvres. Le mouvement travaille principalement avec des jeunes du secondaire et du supérieur. Mais il offre aussi des services de l'Ecole de la paix en organisant des rencontres avec des enfants pour promouvoir la culture de la paix, ou tout simplement pour des services de soutien scolaire. Au niveau de l'enseignement supérieur, des étudiants font des mémoires et des thèses sur la communauté. Le travail

¹⁰ Sant'Egidio est une communauté chrétienne née à l'initiative d'Andrea Riccardi, devenue un réseau de communautés, présente dans plus de 70 pays dans le monde, reconnue pour sa contribution à la recherche de la paix à travers le monde et le dialogue interreligieux dans l'esprit d'Assise.

sur les réseaux sociaux consiste notamment en un partage de vidéos, dans le but d'aller à contre-courant des idées négatives ».

Que retenir de ces expériences de la communauté Sant'Egidio ?

La communauté Sant'Egidio ne se présente pas dans les quartiers défavorisés comme une association chrétienne. Malgré cette position de neutralité, elle est souvent victime d'incompréhensions voire d'attaques. Mais il arrive aussi que des populations apprécient son action et facilitent son travail. Actuellement, la communauté Sant'Egidio fait du soutien scolaire dans un quartier majoritairement musulman. Ce travail se fait dans une école coranique, à la demande des communautés musulmanes. Nous avons là un bel exemple de dialogue interreligieux au quotidien.

b) L'expérience de la paroisse Saint Philippe d'Abobo-Sagbé

La commune d'Abobo est peuplée majoritairement par des musulmans. Pour permettre à ces derniers de vivre en harmonie avec leurs frères chrétiens, la paroisse Saint Philippe facilite depuis plusieurs années un dialogue interreligieux. Mais, après les violences que le pays a connues et qui ont marqué durement les populations d'Abobo, le dialogue entre les communautés religieuses n'était pas possible sans une réconciliation en amont. Cette réconciliation communautaire a été organisée sous l'égide de la paroisse Saint Philippe du 27 novembre 2011 au 8 janvier 2012, en collaboration avec les autorités légitimes et celles des différentes communautés, et des animateurs formés par des pères jésuites de la paroisse¹¹.

Le partage en groupes au niveau de la grande communauté a permis aux participants de témoigner, mieux de parler librement de ce qu'ils ont vécu, c'est-à-dire de s'exprimer ou de communiquer librement sur la manière dont le conflit les a affectés. Les différents ateliers ont mis l'accent sur l'expression des ressentiments, des angoisses et des rancœurs. Le but était d'aider les victimes à guérir des blessures intérieures, à pardonner, et donc à renoncer à l'esprit de vengeance. Cette campagne d'écoute a été suivie par des actes spirituels (de confession et de prière de guérison) et traditionnels de réconciliation. Insistons sur les actes traditionnels.

¹¹ On lira avec profit MBEM Joseph Loïc et LOUA Pierre, Dialogue communautaire à ABOBO-SAGBE, Abidjan, Les Editions du CERAP, 2012.

Des personnes mûres et responsables ont été choisies au sein de la communauté pour présenter des symboles traditionnels de réconciliation :

« -Les personnes originaires du Nord ont présenté unealebasse remplie de kola. L'ancien qui a été choisi pour présenter la kola a insisté sur le fait que la kola est un élément important dans la culture des peuples du Nord.

- Les ressortissants de l'Ouest, quant à eux, ont présenté le rameau de palme qui est un symbole de paix et de réconciliation. Les villages ennemis, dans cette région du pays, pour exprimer qu'ils sont vraiment réconciliés, échangent entre eux des rameaux.

- Les gens du Sud à leur tour ont présenté la queue de cheval qui traduit la paix et la bonne entente. Donc, offrir la queue de cheval selon la culture du Sud, c'est souhaiter un vivre ensemble dans la paix et dans la sérénité »¹².

Nous avons eu l'occasion de rencontrer quelques-uns de ces chefs de communautés lors d'une rencontre organisée au domicile du chef Nana Etienne Kakou. Il s'agit précisément des chefs des communautés Baoulé, Gnaboa, Tagbana, Dan, et Bron Koulango. Ces responsables de communautés nous ont confirmé leur participation au processus de réconciliation organisé par la paroisse Saint Philippe d'Abobo-Sagbé. Chacun a dit avoir apprécié l'initiative.

Par ailleurs, chacun a raconté son histoire et comment il a vécu la crise. Tous ont mis en avant leur implication pour sauver des vies, protéger des biens, promouvoir des activités génératrices de revenus en faveur des femmes, ou encore pour régler des conflits. Pour cette dernière action, tous ont mis l'accent sur le recours à des procédures originellement africaines comme les relations à plaisanterie.

Enfin, les chefs ont affirmé notamment qu'ils ont tous accompagné, protégé et réinstallé des membres de la communauté Ebriée¹³ sur leurs terres qu'ils avaient abandonnées en fuyant les violences. Chaque réinstallation était précédée d'une cérémonie traditionnelle. Il fallait, pour ce faire, libérer les villages occupés par des occupants illégaux et armés. Le chef Nana a convoqué une réunion pour sensibiliser les membres des communautés à ne pas s'attaquer aux Ebriés qui rentraient chez eux. Il a aussi réuni autour d'une même table les « généraux » (chefs de guerre) de son ressort, une délégation de la présidence de la République et de l'ONUCI (mission de l'ONU), pour un accord de paix.

¹² MBEM Joseph Loïc et LOUA Pierre, Dialogue communautaire à ABOBO-SAGBE, op.cit., p. 28.

¹³ C'est une communauté vivant au Sud de la Côte-d'Ivoire, autour de la lagune Ebriée.

c) Les projets du CERAP

Depuis 2004, le service des projets du Centre de recherche et d'action pour la paix (CERAP) a conduit un certain nombre de projets dans le domaine de la consolidation de la paix intercommunautaire. Après la crise post-électorale, le service a initié des activités de rétablissement de la cohésion sociale par le dialogue intercommunautaire dans trois localités : Agboville, Bloléquin et Sikensi. Ces activités ont donné lieu à quelques bonnes pratiques. Pour ne pas nous perdre dans des considérations générales, nous en avons retenu trois, soit une par localité. Voyons donc de quoi il s'agit.

- Le nettoyage des cimetières intercommunautaires et de la cour de l'hôpital (Agboville)

Sous la supervision du CERAP, les jeunes leaders ont effectué le nettoyage des cimetières de Petit-Yapo (un village d'Agboville). Ludovic Lado et Alain Zouzou écrivent à ce sujet :

«Le nettoyage des cimetières a beaucoup contribué au rapprochement des différences communautaires. En effet, dans l'imaginaire des sociétés africaines les morts et les vivants entretiennent des rapports perpétuels. Les morts sont les protecteurs des vivants et les garants de la stabilité sociale. Donc entretenir des cimetières de chaque communauté, c'est avoir des égards, du respect pour les morts des autres, et partager les valeurs qui fondent l'existence de ceux qui hier étaient vus comme des ennemis, c'est leur dire que nous sommes tous des frères, membres d'une même famille »¹⁴.

Dans un même ordre d'idées, les jeunes leaders ont voulu poser un acte citoyen en nettoyant les abords et la cour de l'hôpital général de la ville d'Agboville :

« L'idée était que l'hôpital étant un lieu public qui accueille tout le monde sans distinction de race ni d'ethnie, il est un symbole fort de l'universalité, de la tolérance, de l'amour, etc. Ainsi, en nettoyant un tel lieu, les jeunes leaders ont voulu marquer la solidarité et l'union retrouvée entre eux. C'était le signe de l'acceptation l'un de l'autre, en posant cet acte citoyen »¹⁵.

- Le projet « Promotion du dialogue démocratique et de la cohésion sociale dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire » (Bloléquin)

¹⁴ LADO Ludovic et ZOUZOU Alain, Méthodologie de réconciliation intercommunautaire en période post-crise en Afrique. Une étude comparative de trois cas de terrain en Côte d'Ivoire, Abidjan, Les Editions du CERAP, 2015, p.124.

¹⁵ Ibid., p.125.

Le CERAP a conduit en 2013-2014 un projet dénommé « Promotion du dialogue démocratique et de la Cohésion sociale dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire » (DIADECO). Il a pour objectif de renforcer le dialogue communautaire et la démocratie participative dans les localités de l'Ouest en vue d'y instaurer la réconciliation à la base.

Le CERAP a jugé important d'amener les communautés, préalablement opposées, à l'organisation des rencontres intercommunautaires et à la réalisation des microprojets d'intérêt commun. Le choix de chaque projet était discuté et planifié par les communautés elles-mêmes, aidées par les Organisations de la Société Civile (OSC) locales. C'est ainsi qu'une porcherie a été construite par les communautés, grâce à l'assistance de l'OSC AZADHO.

La mise en œuvre du projet DIADECO a permis le rétablissement des relations entre migrants et tuteurs dans le village de Médibly. Ludovic Lado et Alain Zouzou écrivent à ce sujet :

« L'amélioration des rapports communautaires a favorisé la diminution de la méfiance entre les communautés guérée et burkinabée ; ce qui ne se faisait pas après la crise postélectorale. A titre d'exemple, les communautés se fréquentent à nouveau c'est-à-dire que les Guérés peuvent aller maintenant dans le quartier burkinabé sans peur d'être réprimés et vice versa. En effet, avant le projet, les Burkinabés ne se rendaient pas dans le village et passaient par des chemins détournés pour se rendre dans leurs plantations. Mais, depuis le règlement du conflit, ces derniers viennent fréquemment au village pour partager un repas, une collation avec leurs tuteurs guérés »¹⁶.

- La cérémonie de présentation de *yako* (SIKENSI).

Le « *yako* » est une expression ivoirienne qui traduit l'idée de compatir à un malheur qui frappe l'autre. La compassion verbale est généralement suivie d'un don qui peut être un apport financier ou en nature. Dans le cadre du projet de réconciliation intercommunautaire initié par le CERAP, une cérémonie a été organisée à SIKENSI, à l'intention des victimes des violences de décembre 2011. Pour Ludovic Lado et Alain Zouzou :

« Cette cérémonie s'inscrivait dans le processus d'apaisement des cœurs des personnes ayant perdu des êtres chers, des biens matériels ou ayant subi des violences physiques ou psychologiques lors du

¹⁶ LADO Ludovic et ZOUZOU Alain, Méthodologie de réconciliation intercommunautaire en période post-crise en Afrique. Une étude comparative de trois cas de terrain en Côte d'Ivoire, Ibid., p. 163.

conflit. Elle visait à compatir avec les victimes de leurs douleurs et traumatismes. Elle représente, en effet, un cadre de construction ou de reconstruction des liens sociaux »¹⁷.

Que retenir de ces différents projets menés par le CERAP ?

Il s'agit d'abord des expériences de réconciliation intercommunautaire. Elles concernent les communautés de vie dans leur ensemble. Cependant, la participation aux efforts visant à promouvoir des améliorations dans les communautés de vie ne contribuent pas seulement à rapprocher des groupes ethniques, mais aussi des personnes appartenant à des communautés de religions différentes. En d'autres termes, derrière la réconciliation intercommunautaire recherchée par les promoteurs du projet, il y a une rencontre de l'autre avec lequel on ne partage pas la même religion. Mieux, derrière un rapprochement entre des communautés ethniques, il y a un dialogue interreligieux.

3. Evaluation critique du dialogue interreligieux en Côte d'Ivoire

Loin d'être une formalité, la phase d'évaluation et de réexamen permet de prendre du recul par rapport à l'ensemble du processus. Elle permet notamment de réinterroger l'efficacité du processus, vis-à-vis de l'interne, afin de l'inscrire dans la durée et dans une démarche d'amélioration continue. Nous présentons d'abord les effets positifs du dialogue interreligieux. Nous analysons ensuite des dangers qui risquent de fragiliser le processus.

3.1. Les effets positifs du dialogue

De l'avis de toutes les personnes que nous avons interrogées, le dialogue interreligieux a eu un impact retentissant en Côte d'Ivoire. Il a permis de faire comprendre à tous que les conflits qui secouaient le pays n'étaient pas religieux, mais politiques. Ludovic Lado et Alain Zouzou sont arrivés à la même conclusion que nous. Ils écrivent précisément :

« Les hommes politiques avaient, au début de la crise de 2002, actionné la fibre religieuse. Mais la réaction rapide et le démenti fait par les autorités religieuses a apaisé la situation et le conflit est resté politique. La crise postélectorale elle aussi est restée uniquement politique parce que les leaders religieux unis au sein du Forum des confessions religieuses ont fait un travail de prévention. Les leaders

¹⁷ Ibid., p. 135.

religieux rencontrés dans ces trois localités aux dires des différents enquêtés ont joué un rôle d'amortisseur pour prévenir les conflits dans leurs assemblées »¹⁸.

Les leaders religieux étant des figures d'autorité capables de canaliser les aspirations collectives, l'impact de leur message de paix entre les communautés était direct. Ils ont ainsi évité le basculement du pays dans un cycle de violences plus important que ce qu'il a connu.

A ce qui précède, nous pouvons ajouter que le dialogue interreligieux permet d'améliorer les relations entre les différents leaders religieux qui, désormais, ont appris à travailler la main dans la main non seulement dans le domaine religieux (célébrations œcuméniques), mais aussi dans différents domaines de la vie sociale et économique.

Le dialogue interreligieux a aussi permis aux leaders religieux de se fréquenter et d'avoir des relations amicales voire fraternelles. C'est ainsi que le samedi 2 juin 2018, vers 18 heures, le président du Forum des confessions religieuses de Côte d'Ivoire, le Révérend pasteur Ediémou Blin Jacob, à la tête d'une délégation de leaders de différentes confessions religieuses, s'est rendu au Centre d'éducation et de recherches islamiques, à Adjamé, rendre visite à l'Imam Dosso Mamadou pour partager le repas de rupture de jeûne avec ses « frères » musulmans. L'imam Dosso a salué l'appui du Révérend Ediémou pour l'organisation de cette rupture collective. De nombreuses autres visites ont lieu lors des événements importants de la vie (deuils, mariages, etc.).

Remarquons toutefois que ce rapprochement entre les communautés religieuses ne devrait pas occulter des méfiances voire des défiances. Nous avons eu l'occasion de rencontrer l'Imam Mamadou Dosso, porte-parole du Forum des confessions religieuses. Nous lui avons demandé de faire un bilan du dialogue interreligieux. Voici son avis :

« Le dialogue interreligieux est nouveau dans nos milieux et pas suffisamment développé au niveau national. Le fait que je sois partisan du dialogue ne va pas sans difficultés. Je rencontre des incompréhensions, des méfiances tant au niveau de la communauté que des communautés sœurs. Ces méfiances tournent parfois à la défiance. Cela paralyse l'évolution normale que j'attends... ».

¹⁸ LADO Ludovic et ZOUZOU Alain, Méthodologie de réconciliation intercommunautaire en période post-crise en Afrique. Une étude comparative de trois cas de terrain en Côte d'Ivoire, Abidjan, Les Editions du CERAP, 2015, p. 94.

Et il ajoute :

« Le dialogue a donné un fruit qui n'est pas encore mûr mais comestible. La coexistence des communautés religieuses peut être améliorée. La fréquentation des uns et des autres devrait être quelque chose de normal. Un chrétien devrait pouvoir aller librement à la mosquée, tout comme un musulman à l'église. Le fait que les leaders religieux se fréquentent pousse les autres membres des communautés religieuses aussi à se fréquenter. Lorsqu'on nous voit ensemble, les uns et les autres sont attentifs. Ils ont confiance. Nous avons besoin d'une imbrication. Nous devrions avoir des actions communes. Nous devrions nous lancer des invitations pour nos actions respectives... ».

3. 2. Les dangers à éviter

Trois principaux dangers menacent de fragiliser le processus du dialogue interreligieux en Côte d'Ivoire. Il s'agit notamment du prosélytisme, des rapports ambigus des leaders religieux à la politique, et des négligences dans la recherche de la vérité et de la réconciliation.

3.2.1. Le prosélytisme

Défini le plus communément comme le zèle ardent pour recruter des adeptes, pour tenter d'imposer ses idées, le prosélytisme consiste à faire connaître sa pensée, ses convictions pour convaincre autrui de leur bien-fondé et obtenir son adhésion. Il vise à terme la conversion de l'autre et, pour ce qui nous occupe, sa conversion religieuse. Aujourd'hui, il est souvent associé à des modalités de transmission du message religieux qui feraient de la religion, selon le Conseil œcuménique des Églises dans son assemblée de 1998, « un bien de consommation dont on pourrait disposer selon les règles d'une économie de marché sans restriction ». De fait, le prosélytisme renvoie, dans son usage, à tout un vocabulaire stigmatisant tel que colportage, propagande, racolage, endoctrinement, colonisation des esprits, manipulation mentale. Il est entendu dans sa connotation négative et il est sévèrement condamné¹⁹.

Le prosélytisme est propre à chaque religion (sauf le Judaïsme) et ne saurait en soi être considéré comme fautif. Le Père René Ago de la Paroisse Sainte Cécile nous dit :

« Les musulmans et les chrétiens ont la mission de répandre leurs religions. Ce sont les moyens utilisés qui diffèrent ».

¹⁹ FORTIER Vincente, Le prosélytisme au regard du droit : une liberté sous contrôle, Cahiers d'Etudes du religieux, n°3, 2008.

En effet, alors que l'Eglise catholique se méfie du prosélytisme et privilégie l'attraction, les autres confessions religieuses la justifient ou tout simplement la pratiquent ouvertement ou discrètement. Un de nos interlocuteurs musulmans justifie ainsi la *da'wa* :

« Chez les musulmans le prosélytisme appelé da'wa a été et demeure ainsi un objectif majeur pour l'Umma. En effet, la da'wa est mentionnée dans le Coran (sourate 14, verset 46) et a donc toujours représenté un devoir sacré pour le musulman à titre individuel et à titre collectif. La tradition de la da'wa fait de chaque musulman un missionnaire potentiel. Le message de l'islam se veut universel et accessible à tous : s'il est reconnu qu'il ne peut y avoir de contrainte en religion, il revient toutefois au(x) musulman(s) de propager l'appel d'Allah afin que l'humanité reconnaisse en l'islam la vraie religion ».

Au-delà d'une compétition entre les chrétiens et les musulmans, M. Akindès dénonce aussi un manque de cordialité entre chrétiens et se demande : *« Comment des gens qui se comportent de manière non cordiale peuvent-ils agir pour la paix ? ».*

En effet, entre les chrétiens évangéliques et leurs frères des églises institutionnelles, catholique et protestante, les relations ne sont pas toujours fraternelles. Cela se traduit notamment par des discours.

3.2. 2. Les rapports ambigus des leaders religieux à la politique

Les rapports entre les leaders religieux et le pouvoir politique sont parfois ambigus. Un de nos interlocuteurs nous a parlé des difficultés que de tels rapports ont causées au Forum des confessions religieuses, pendant les conflits. Nous reprenons ses propos :

« L'initiateur du Forum des confessions religieuses était Idriss Koudouss, un modéré. Il était considéré comme favorable au pouvoir en place. Pour ce dernier pouvoir, Boikary Fofana, un autre membre du Forum, était considéré comme plus critique vis-à-vis de ce pouvoir pendant la crise. Il a été poussé à l'exil. D'autres opposants ont été menacés. On parlait d'une liste des personnes visées par les escadrons de la mort... Les conflits entre Idriss Koudouss et Boikary Fofana ont rendu le travail de médiation très difficile. Il a fallu un dialogue intra religieux... ».

La lutte entre les leaders religieux pour le contrôle du Forum, et des ressources que sa direction procure, peut aussi constituer un obstacle à l'atteinte des objectifs du dialogue interreligieux en Côte d'Ivoire.

Au-delà de ces difficultés d'ordre relationnel, plusieurs questions méritent d'être posées : les différentes confessions membres du Forum des Confessions religieuses ont-elles le même objectif ? Le

dialogue interreligieux ne servirait-il essentiellement de prétexte, pour des leaders religieux, à des enjeux et à des intérêts politiques ? Les leaders religieux ne chercheraient-ils pas à asseoir leur propre autorité ? Le dialogue interreligieux ne risque-t-il pas de décevoir certains musulmans, pour qui le dialogue avec les chrétiens, notamment catholiques, serait suspect ? Le dialogue interreligieux est-il suffisant pour prévenir des conflits politiques ?

3.2.3. Dialogue, vérité, et réconciliation

Les différentes crises ont généré des frustrations, des ressentiments, des méfiances et des haines. Elles ont, par ailleurs, divisé et/ou détruit des couples, des fratries, voire des classes d'âge. On peut dès lors se poser la question suivante : « que faire de l'héritage douloureux laissé par la période de la crise ? »²⁰. La recherche de la vérité et la réconciliation sont, dès lors la voie indiquée pour dépasser les différents conflits et reconstruire le vivre ensemble.

L'un des défis du dialogue interreligieux sera donc de parvenir à faire connaître la vérité, d'une manière qui n'est pas accessible aux tribunaux ordinaires, et que seules des enquêtes auprès des membres des communautés, des médiations à la base et des témoignages sur des événements auxquels ils ont assisté dans leur propre communauté rendra possible. La recherche de la vérité et des valeurs associées, notamment la justice et la liberté, permet d'arriver à la réconciliation des personnes et des communautés. C'est cette réconciliation qui permettra à chaque citoyen de mieux jouer son rôle dans l'édification d'un Etat de droit fondé sur le respect de l'autre, des droits humains et des principes démocratiques. Seul ce respect de l'autre et de ses droits permettra une sécurisation foncière et donc une cohabitation harmonieuse de différentes communautés.

Au vu des retards accumulés par la Commission Dialogue Vérité et Réconciliation (CDVR), que le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire a créé par l'ordonnance n°2011-167 du 13 juillet 2011²¹, il est permis de se demander si les leaders religieux ne sont pas mieux indiqués pour assumer

²⁰ LADO Ludovic et ZOZOU Alain, *Méthodologie de réconciliation intercommunautaire en période post-crise en Afrique. Une étude comparative de trois cas de terrain en Côte d'Ivoire*, Abidjan, Les Editions du CERAP, 2015, p.31.

²¹ Par l'ordonnance n°2011-167 du 13 juillet 2011, le gouvernement de la république de Côte d'Ivoire a créé une Commission Dialogue Vérité et Réconciliation (CDVR). L'article 5 de cette ordonnance stipule que CDVR a pour mission d'œuvrer en toute indépendance à la réconciliation et au renforcement de la cohésion sociale entre toutes les communautés vivant en Côte d'Ivoire. A ce titre, elle est chargée : d'élaborer une typologie appropriée des violations des droits de l'homme susceptibles d'être l'objet de ses délibérations ; de rechercher la vérité et situer les responsabilités sur les événements sociopolitiques nationaux passés et récents ; d'entendre les victimes, obtenir la reconnaissance des faits par les auteurs des violations incriminées et le pardon consécutif ; de proposer les moyens de toute nature susceptibles de contribuer à guérir les traumatismes subis par les victimes; d'identifier et faire des propositions pour leur réalisation, d'actions de nature à renforcer

cette mission de « vérité et réconciliation » comme ce fut le cas dans beaucoup de pays ? L'expérience de la réconciliation organisée par la Paroisse Saint Philippe d'Abobo montre, à notre avis, le lien qui peut être fait entre le dialogue interreligieux et la réconciliation des personnes et des communautés.

Conclusion

Vivre ensemble en harmonie est aujourd'hui en Côte d'Ivoire une nécessité pour que chacun existe et prenne sa place au sein de la société. Le dialogue interreligieux entendu comme rencontre de l'autre qui ne partage pas la même foi que moi, dans le respect mutuel, est une condition importante de la construction de la cohésion sociale, de la réconciliation entre les peuples et de la paix entre les nations.

Selon la Constitution, la Côte d'Ivoire est un État laïc, sur le modèle français. L'article 9 de la Constitution de 2000 garantit la liberté religieuse. D'une manière générale, le pays est divisé en deux : l'islam est la religion dominante au nord - l'Islam est également la religion de nombreux immigrants des pays voisins du nord - ; le christianisme est la religion dominante dans le sud.

Avant les crises, la Côte d'Ivoire était un pays de paix, où la cohabitation des communautés religieuses était harmonieuse, jusqu'à ce que les crises politiques de 2002 et les conflits postélectoraux de 2010 ne viennent bouleverser les équilibres anciens. Cinq principales conclusions se dégagent de notre étude :

1. Le dialogue interreligieux a eu un rôle déterminant dans la prévention d'une escalade des violences. En effet, la Côte d'Ivoire aurait pu sombrer dans un cycle de violences difficilement contrôlables si le projet de certains acteurs politiques avait abouti. Fort heureusement, des leaders religieux ont pris des initiatives de dialogue interreligieux qui ont permis de faire comprendre à tous que les conflits qui déchiraient le pays n'avaient rien de religieux, mais qu'ils étaient strictement politiques.

2. L'impact des rencontres de haut niveau qui se tiennent dans le cadre du Forum des confessions religieuses, tout comme des conférences et séminaires, sont sans doute importantes et font avancer la compréhension mutuelle entre les croyants des diverses religions. Elles aident aussi à favoriser un

la cohésion sociale, l'unité nationale ; d'identifier et faire des propositions visant à lutter contre l'injustice, les inégalités de toute nature, le tribalisme, le népotisme, l'exclusion ainsi que la haine sous toutes leurs formes ; d'éduquer à la paix, au dialogue et à la coexistence pacifique ; de contribuer à l'émergence d'une conscience nationale et à l'adhésion de tous au primat de l'intérêt général ; de promouvoir le respect des différences et les valeurs démocratiques.

climat de sérénité. Toutefois, ces rencontres concernent peu la population qui vit les rapports avec l'autre dans sa vie quotidienne. Elles ne touchent pas la grande majorité des croyants, qui n'ont pas le bagage intellectuel nécessaire pour s'engager dans ce type d'échange.

3. Pour que les leaders de différentes communautés religieuses, notamment ceux faisant partie du Forum des Confessions religieuses, demeurent crédibles et continuent d'assumer leur rôle de pères sociaux ou guides, ils devront renoncer à toute tentation de prosélytisme. Par ailleurs, il faudra que leurs relations avec le monde politique soient clarifiées. Ils ne devront en outre pas succomber à la tentation de contrôler le Forum, ou encore de l'utiliser comme tremplin pour des fonctions politiques et/ou l'accès aux ressources.

4. Pour guérir les populations des blessures et frustrations qui persistent encore, et prévenir d'éventuels conflits futurs, il est nécessaire que le dialogue interreligieux soit relayé par une véritable recherche de la vérité, de la justice et de la réconciliation. Car, *« les situations d'après conflit, en particulier celles qui font suite à des crimes aussi graves... exigent que soient résolus les problèmes qui ont été à l'origine du conflit. Ne pas le faire revient à s'exposer à des conflits ultérieurs. Dans les situations d'après conflit, la paix est le bien le plus désiré. Mais la paix dépend non seulement de l'absence de la guerre, mais aussi de la recherche de la justice et de la vérité, qui sont mutuellement dépendantes. Sans justice ni vérité, les déchirures profondes du tissu social... ne guériront pas et la paix ne reviendra pas »*²².

5. La régulation des conflits peut nécessiter des mesures sociales et économiques pour favoriser la paix et la justice sociales. Marc Perrault, Gilles Bibeau, et Kalpana Das écrivent avec pertinence : *« La violence c'est beaucoup plus que les balles qui sifflent, les bombes qui explosent ou le coup de couteau qui plonge dans la chair. La violence c'est aussi, pour ne pas dire surtout, l'exclusion systématique de certains groupes, la pauvreté endémique, la survie au quotidien, l'impossibilité d'avoir un espace où vivre avec les siens, l'obligation du jour au lendemain de devenir réfugié pour sauver sa peau et protéger sa famille, etc. La violence se vit dans les grands drames de la vie comme elle se vit dans les petits gestes, en apparence parfois anodins, du quotidien »*²³.

²² Amnesty international, Gacaca : une question de justice, réf. AFR/007/02, nov. 2002.

²³ PERRAULT Marc, BIBEAU Gilles, KALPANA DAS, « Violence et criminalité chez les jeunes : l'envers du décor », *Interculture*, n°142, p. 48.

6. Le vivre ensemble nécessite parfois d'aller au-delà de la tolérance²⁴ pour passer d'une simple pluralité de religions à leur dialogue. Mieux, tout en reconnaissant l'importance de la tolérance, nous pensons qu'elle ne suffit pas pour bâtir une paix véritable et durable. Bien au contraire, elle peut devenir une porte ouverte pour des comportements opposés à la dignité humaine et aux droits de la personne.

Dans son homélie du 31 décembre 1990, le cardinal Bernard Yago a dit au sujet de la tolérance :

« Notre pays aime se proclamer une terre de tolérance : tolérance dans la famille, entre ethnies, entre religions. Je crois qu'il faut aller au-delà de la simple tolérance, qui est plutôt négative. Il ne s'agit pas seulement de supporter ceux qui sont différents de nous, mais de reconnaître et respecter chaque personne, jusque dans ses différences, jusqu'à la racine qui est la liberté de conscience de chacun »²⁵.

²⁴ Le dictionnaire Larousse définit la tolérance comme le «respect de la liberté d'autrui, de ses opinions, de sa façon de vivre». Ainsi définie, la tolérance est valorisée dans le cadre des politiques sociales et culturelles de nombreux pays, comme un moyen efficace de garantir une cohabitation pacifique des communautés différentes.

²⁵ TRICHET Pierre, Pas de paix sans justice. Les évêques d'Abidjan prêchent la paix, op.cit., p. 41

Partie 2 : Le dialogue interreligieux au Sénégal

1. Le contexte

Le Sénégal est un pays d'Afrique de l'Ouest. Sa population est composée à 94% de musulmans, les chrétiens principalement catholiques constituent 5% de la population et les croyances traditionnelles sont créditées de 1% mais sont pratiquées également par les musulmans et les chrétiens.

Entre 1982 et 2005 le Sénégal a connu un conflit armé important. Il a opposé les forces rebelles indépendantistes du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), dirigé par l'Abbé Diamacoune Senghor, et les forces gouvernementales, causant la mort de plusieurs centaines de personnes pendant les affrontements, sans parler des nombreuses victimes de mines antipersonnel a posteriori. La Casamance, auparavant l'une des régions les plus prospères du pays, en a été profondément traumatisée. Elle travaille aujourd'hui à sa reconstruction et à la restauration de son image, notamment en tant que destination touristique.

Pour consolider la paix, les tractations se sont multipliées depuis l'élection en 2012 du président Macky Sall, en particulier sous l'égide de la communauté catholique Sant'Egidio, à Rome. Le départ du pouvoir du président gambien Yahya Jammeh, accusé au Sénégal de soutenir la rébellion, est considéré par beaucoup d'analystes comme une occasion de rouvrir ce canal de négociations. Son successeur Adama Barrow s'est engagé, lors d'une visite au Sénégal en mars, pour la paix en Casamance.

Mais la paix qui semble se consolider en Casamance ne devrait pas cacher les menaces terroristes qui pèsent sur le Sénégal. AQMI (Al Qaïda au Maghreb islamique) et Boko Haram constituent en effet des sujets d'inquiétude. Comme le remarque Ndiaye Ramata, « *des ressortissants sénégalais (entre dix et trente individus) se trouvent dans les rangs de ces deux organisations terroristes ainsi qu'en Libye dans la région de Syrte où ils combattent pour l'Etat islamique. Ceux-ci se mettent régulièrement en scène sur les réseaux sociaux où ils affirment qu'ils souhaitent rentrer au Sénégal pour mener le djihad* »²⁶. Longtemps négligentes, les autorités prennent désormais cette menace très au sérieux.

Ces menaces trouvent plusieurs explications. D'abord, le phénomène djihadiste s'étend rapidement en Afrique de l'Ouest du fait de la porosité des frontières. Le Sénégal n'est pas à l'abri d'une attaque terroriste du fait de sa position stratégique. Ensuite, le Sénégal est considéré comme un Etat stable et

²⁶ NDIAYE Ramata, Le Sénégal face à la menace terroriste, Classe internationale, 7 mai 2016.

démocratique où vivent de nombreux ressortissants européens et est un allié de la France et des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme sur le continent. Enfin, l'idéologie wahhabite²⁷ est présente au Sénégal depuis les années 1990. Fort heureusement, les confréries soufies²⁸ ont empêché son extension dans la mesure où elles jouissent d'un contrôle social très fort. Mais les confréries sont elles-mêmes dans le viseur des terroristes. Le rempart social que pouvait constituer les confréries se fragilise donc de plus en plus.

C'est dans ce contexte de paix retrouvée en Casamance et de menace terroriste sur l'ensemble du territoire que le Sénégal fait la promotion du dialogue interreligieux. Le pays est connu comme étant un modèle de dialogue interreligieux. Il existe, dans la société sénégalaise actuelle une multitude d'initiatives pour promouvoir le dialogue entre les religions. Une enquête plus approfondie devra permettre une identification des principales expériences. Dans les paragraphes qui suivent, nous présentons trois initiatives que nous connaissons le mieux.

2. Initiatives de dialogue interreligieux au Sénégal

2.1. Les expériences de la Fondation Konrad Adenauer

La Fondation Konrad Adenauer a été fondée après la seconde guerre mondiale avec l'objectif de promouvoir la démocratie, les droits de l'homme, la liberté et l'état de droit. Dans le contexte de la coopération internationale, elle a plus de 70 bureaux dans le monde et des projets dans plus de 120 pays. Elle incite les hommes à participer en ce sens au façonnement de l'avenir et apporte une contribution propre à l'encouragement de la démocratie, de l'Etat de droit et de l'économie sociale de marché. Pour assurer la paix et la liberté, elle cherche à favoriser un dialogue permanent en matière de politique étrangère et de sécurité, de même que les échanges entre les cultures et les religions. Les bases de ses activités sont les idéaux et convictions de la démocratie chrétienne : solidarité, liberté de l'individu, justice sociale, droits de l'homme, démocratie.

²⁷ Le wahhabisme est un mouvement politico-religieux fondamentaliste de l'islam sunnite né en Arabie saoudite au XVIIIème siècle. Il prône un retour aux sources de l'islam (Coran et Hadith) et insiste avant tout sur l'unicité absolue de Dieu.

²⁸ Il existe en effet quatre confréries soufies : la tijaniya, le mouridisme, la qadiriyya et le layénisme.

La Fondation Konrad Adenauer s'est installée au Sénégal en 1976. A ce jour, elle a produit une bonne quinzaine de publications, électroniques et imprimées, ou encore sous forme de bande dessinée, sur les religions et le dialogue interreligieux. En dehors des publications, elle a organisé différentes manifestations sur la thématique des religions et du dialogue.

En 2007, la Fondation a organisé une série de séminaires et conférences sur l'Islam au Sud du Sahara, en collaboration avec l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD). Ces manifestations scientifiques s'inscrivaient dans le cadre de la préparation de la réunion des Etats musulmans (Organisation de la Coopération Islamique) qui s'est tenue à Dakar en 2008. C'est pour donner suite à ce travail que s'est imposée l'idée de continuer des réflexions. C'est ainsi qu'un groupe de travail sur le dialogue interreligieux a pu démarrer en 2009, dans la perspective de la promotion du dialogue entre les cultures et entre les religions. L'Université Cheikh Anta Diop, l'ambassade d'Israël et l'Association sénégalaise de coopération décentralisée étaient les premiers partenaires de la Fondation pour cet atelier. Un comité scientifique a été mis en place. Il est composé d'experts et d'engagés laïcs représentant toutes les religions : Islam, Judaïsme, Christianisme, Religions Traditionnelles Africaines. Les principales conférences sur le dialogue interreligieux ont porté sur les thèmes suivants :

- 2009 : Enracinement et ouverture, plaidoyer pour le dialogue interreligieux
- 2010 : Enracinement et ouverture, plaidoyer pour le dialogue interreligieux II
- 2011 : Religion et développement social
- 2012 : Religion, paix et développement
- 2013 : Religion, Education, Citoyenneté
- 2014 : Religion, femme et société
- 2015 : Jeunesse et Religion
- 2016 : Religion et environnement
- 2017 : Prévenir les extrémismes par le dialogue et la solidarité

Nous reviendrons un peu plus loin sur la pertinence et l'impact de ces différentes rencontres dont on peut dire assurément qu'elles constituent aujourd'hui une source d'inspiration pour de nombreux bâtisseurs et artisans de la paix au Sénégal, en Afrique et dans le monde.

2. 2. L'expérience de l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest

Lors du colloque « *Religion, éducation et citoyenneté* » organisé par la Fondation Konrad Adenauer à Dakar, les 5-6 novembre 2013, Jean-Marie THIOR parle de l'apport de l'enseignement catholique au dialogue interreligieux. Pour lui, l'enseignement catholique vise à « former tout homme et tout l'homme ». Il poursuit : « *l'école catholique représente un maillon essentiel, un poids non négligeable, dans le dispositif éducatif sénégalais. Elle est ouverte à tous, sans distinction de race, de sexe, de nationalité, d'ethnie, de clan, de religion et elle continue son action sociale en portant attention à tous, et particulièrement aux zones rurales. Elle essaie de développer chez les élèves, la capacité d'écoute de l'autre, dans le respect et la reconnaissance mutuels ; les valeurs de partage, d'entraide, de solidarité et de tolérance. Ainsi l'école catholique est un lieu de dialogue interreligieux, car les jeunes sont scolarisés dans un environnement multiculturel et multiconfessionnel. Ainsi l'enseignement catholique veille à une meilleure connaissance des religions pour mieux se comprendre* ».

L'expérience de l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest²⁹ a retenu notre attention. Cette université est une des rares institutions d'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne à avoir introduit dans ses programmes des enseignements du fait religieux. En effet, sur la base d'un partenariat avec le Centre Universitaire Catholique de Bourgogne, l'UCAO/Sénégal organise, à Dakar, dans le cadre d'une école associée, l'Institut Mariste d'Enseignement Supérieur (IMES), une licence et un master de Sciences de l'éducation au fait religieux, pour un public d'enseignants du public et du privé mais aussi pour des membres des organisations non gouvernementales.

Cette formation des formateurs en fait religieux nous paraît capitale étant donné la relation de causalité entre l'ignorance des fondements et du rôle des religions, et les intégrismes religieux. En disséminant les acquis de leur formation dans leurs institutions d'appartenance, les diplômés de l'UCAO contribuent de façon décisive à l'enrichissement du dialogue interreligieux au Sénégal. La solidarité des communautés musulmanes envers l'UCAO dans le conflit l'opposant à des propriétaires terriens musulmans, en Casamance, est une belle récompense des efforts de cette institution catholique d'enseignement supérieur en faveur de la paix du dialogue interreligieux et interculturel³⁰.

²⁹ Dont le rectorat central est situé à Ouagadougou, Burkina Faso

³⁰ Depuis quelques années, un conflit foncier oppose le Collectif des Propriétaires Terriens (CPT) et l'Université catholique de l'Afrique de l'Ouest, au sujet du site sur lequel est construit l'Unité Universitaire de Ziguinchor de cette université, dans le village de Coubalan, dans le département de Bignona (région de Ziguinchor, en Casamance). Pour l'Eglise catholique, ces terres ont été obtenues « en toute légalité ». Le collectif des propriétaires terriens dirigé par Cheikh Fanta Mady Tamba affirme appartenir aux familles propriétaires des terres occupées et dénonce ce qu'ils qualifient de convention « naïvement signée » avec les responsables de l'Université. Ils affirment que leurs terres n'ont jamais été cédées gratuitement ni vendues

2. 3. L'expérience du village de Popenguine

Le pèlerinage marial de Popenguine, organisé tous les ans au mois de mai en l'honneur de la vierge Marie, offre un exemple patent de dialogue entre musulmans et chrétiens. En effet, cet événement est géré au plan national par un comité national. Mais, au niveau local, il y a aussi un comité d'organisation. Le plus extraordinaire est que ce comité est présidé par un musulman. Il en est de même de la majorité de ses membres. C'est ce comité qui prend en charge toute la préparation de l'événement, c'est-à-dire le nettoyage des lieux, les problèmes d'eaux, d'assainissements, d'hébergements et d'électricité. Les femmes du village, chrétiennes et musulmanes, s'occupent ensemble du nettoyage du sanctuaire et du village.

Pour comprendre cette cohabitation harmonieuse, de nombreux observateurs évoquent les liens de parenté qui existent entre les familles. Dans chaque famille du village, en effet, il y a des catholiques et des musulmans. Des frères et sœurs peuvent appartenir à des communautés religieuses différentes. Certains peuvent être catholiques, d'autres musulmans. Chacun vit sa conviction religieuse tout en respectant celle des autres.

Ainsi, le grand-père du Cardinal Thiandoum était en même temps Imam et chef de village. C'est lui qui a favorisé l'implantation de l'islam à Popenguine. La maison de naissance du Cardinal Thiandoum est juste à côté de la mosquée du village. L'église et la mosquée sont dans le même quartier et ne sont distantes que d'une centaine de mètres.

Pour décrire l'ambiance du pèlerinage et le dialogue interreligieux afférent, nous n'avons pas pu résister à partager ce reportage combien réaliste du journaliste sénégalais Eugène Kali :

à l'Eglise catholique, qu'ils ont naïvement noué un partenariat gagnant-gagnant que les autorités de l'UCAO et leurs acolytes se sont empressés de transformer en bail avec en prime un protocole imaginaire dans la confection duquel aucun membre de ce collectif n'a été associé ». Pour eux, pour « l'édification de cette unité universitaire de l'UCAO, l'Eglise s'est autorisée à leur arracher de force, avec la complicité du PCR (Président du Conseil Rural) d'alors, plus de cent -100- hectares. Le 7 octobre 2017 à Coubalan, plusieurs personnes participaient à une marche de soutien à l'UCAO. Elles portaient des drapeaux aux couleurs nationales et déployaient des banderoles géantes estampillées du logo de l'UCAO et sur lesquelles l'on pouvait lire : « aux autorités de l'UCAO, les populations de Coubalan restent constantes par rapport à la parole donnée ». Parmi ces soutiens on comptait des imams et des oulémas des Kalounayes, et de nombreux musulmans qui brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « pour un raffermissement du dialogue islamo-chrétien, les imams des Kalounayes soutiennent l'UCAO à Coubalan », « tous les chefs de villages des Kalounayes avec l'UCAO-Coubalan pour une émergence de leur terroir ». Avant de rejoindre la marche, les musulmans ont participé à une lecture du Coran suivie d'invocations pour un aboutissement heureux du projet de construction de l'Unité Universitaire à Ziguinchor à Coubalan et, évidemment, un bon démarrage des cours dans cette université privée.

« Les populations de Popenguine, Ndayane et Sérère, en majorité des musulmans, sont bien impliquées dans l'organisation du pèlerinage marial de Popenguine. Ils font de ce pèlerinage à caractère international leur propre événement parce que sa réussite est une fierté pour la grande commune de Popenguine. Composés de pêcheurs lébous, les habitants de Popenguine, Ndayane et Sérère seront au cœur du pèlerinage marial. Des réunions sont organisées dans la mairie où toutes les populations sont impliquées pour la réussite du pèlerinage marial de Popenguine. Les habitants des différents quartiers et de différentes religions font de ce pèlerinage leur bien »³¹.

Et il donne la parole aux habitants :

- *« Le pèlerinage est un événement pour tout le monde. Les populations de Ndayane ne seront pas en reste même si nous sommes des musulmans. C'est notre pèlerinage ...certes, c'est un événement chrétien mais nous sommes tous des frères et sœurs. Nous avons le même grand-père »* (Binta Ndour, vendeuse de poisson).

- *« En plus de cet accueil, je participe aux activités du pèlerinage notamment dans la préparation des repas, le balayage du sanctuaire et des artères de la ville pour que les pèlerins puissent passer un agréable séjour. Nous sommes tous des enfants de Dieu... J'ai reçu une éducation catholique pour avoir passé plus de temps chez les religieuses. Donc, le pèlerinage est le seul événement où je peux participer en rendant aux chrétiens ce qu'ils m'ont donné »* (Fatou Diouf).

- *« Pendant le pèlerinage, toutes les populations de Popenguine-Sérère portent des tee-shirts et se rendent au sanctuaire pour prier Notre Dame de Popenguine. C'est notre mère. Nous sommes un seul peuple »,* est-il ainsi signifié (Ousmane Faye, représentant de l'imam de Popenguine-Sérère).

- *« Ce riz m'a permis de prendre en charge mes hôtes parce qu'il y avait des pèlerins dans presque toutes les maisons de Popenguine-Ndayane »* (Daba Ciss, mère de famille).

- *« Moi, ma maison est fin prête pour accueillir des pèlerins. L'année dernière, j'ai quitté ma chambre en la laissant à mes cousins catholiques. C'est un plaisir pour moi parce que le cardinal Thiandoum était mon grand frère. Ce pèlerinage nous appartient. C'est notre patrimoine »* (Salimata Dioum).

- *« Ce que je vois ici est unique au monde. Les chrétiens et les musulmans partagent tout ensemble. Chacun respecte l'autre dans sa religion. C'est un exemple à montrer aux autres peuples », a suggéré ce pêcheur »* (Mamadou Niang, pêcheur).

³¹ Le Soleil Online, consulté le 30 juillet 2018.

3. Evaluation des expériences

3. 1. La Fondation Konrad Adenauer

L'expérience de la Fondation Konrad Adenauer en matière de dialogue interreligieux ne peut être évaluée seulement à partir de colloques, études et publications sur le sujet. En effet, depuis son installation au Sénégal en 1976, cette fondation a travaillé dans beaucoup d'autres domaines, notamment grâce à des partenariats avec d'autres organisations. Ce travail de terrain a favorisé le vivre ensemble et la cohésion sociale, et donc le dialogue entre les membres des différentes communautés religieuses.

La pertinence des activités intellectuelles (colloques, séminaires, études, etc.) menées à partir de 2007 dans le cadre de l'atelier *dialogue interreligieux* peut être aussi mise en évidence. Madame Ute Gierczynski-Bocandé, responsable du Comité scientifique dialogue interreligieux faisant un bilan très positif de ces activités, à l'occasion du quarantième anniversaire de la Fondation au Sénégal, mérite toute notre attention. Elle écrit précisément :

« Nous ne nous limitons pas aux colloques annuels, car, en effet, ils portent des fruits abondants et des fois, non attendus mais salutaires. Les participants des colloques et les membres du comité portent l'idée et les pratiques du dialogue interreligieux dans leurs familles, leur environnement social : écoles, associations, lieu de travail, et ainsi, nous pouvons affirmer avec fierté que le travail du comité scientifique n'est pas vain et qu'il aide, tant si peu, à divulguer la dynamique du dialogue partout au Sénégal et même au-delà des frontières. Comme exemples, citons le forum interreligieux que la direction des Œuvres diocésaines de Thiès organise, tous les ans, en marge des JMJ (Journées Mondiales de la Jeunesse), avec 25 jeunes Musulmans et 25 jeunes Chrétiens, sous la houlette de Mgr André Gueye, évêque de Thiès et président de la commission épiscopale pour le dialogue interreligieux »³².

³² FONDATION KONRAD ADENAUER, La Fondation Konrad Adenauer au Sénégal. 40 Ans d'Engagement pour la Démocratie, la Liberté et la Paix, 1976-2016, Dakar, 2016

3. 2. L'expérience de l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest

Les initiatives de l'UCAO/Sénégal en matière de cohésion sociale et de dialogue interreligieux sont nombreuses. Nous avons choisi de nous arrêter sur l'enseignement du fait religieux, dans le cadre des diplômes de licence et master en sciences de l'éducation au fait religieux. Il s'agit d'une initiative unique en son genre en Afrique subsaharienne, en dehors des facultés de théologie qui ont des modules de formation sur le fait religieux.

La pertinence d'une telle initiative est évidente. Le pape François avait déclaré il y a quelques années : *« la paix sera durable dans la mesure où nous armons nos enfants des armes du dialogue, où nous leur enseignons le bon combat de la rencontre et de la négociation. Ainsi nous pourrons leur laisser en héritage une culture qui sait définir des stratégies non pas de mort mais de vie, non pas d'exclusion mais d'intégration »*.

Deux remarques s'imposent. La première est le caractère exogène du programme de formation. En effet, il s'agit d'une formation délocalisée au Sénégal. Conçue pour des étudiants français, cette formation ignore complètement la réalité religieuse du Sénégal, notamment les religions traditionnelles africaines et certaines confréries musulmanes. Comme le remarque Mme Ute Bocande, les religions traditionnelles africaines sont *« des religions qui existaient en Afrique avant la venue de l'Islam et du Christianisme, et qui existent toujours dans certaines parties aussi du Sénégal. Elles sont en quelque sort le substrat de la société et influent jusqu'à présent sur la perception du fait et du vécu religieux, de la vie religieuse tout court. Ces religions sont souvent sous estimées et méprisées comme « animisme » ou « fétichisme », à tort. Même si actuellement, pratiquement la plupart des Sénégalais appartiennent à une religion révélée, les RTA ont toujours leur place dans le patrimoine religieux sénégalais, elles véhiculent une partie importante de l'histoire du pays et des valeurs particulières et universelles qui pourront bien aider à la résolution de diverses crises de la société d'aujourd'hui »*³³.

La deuxième remarque concerne l'impact réel de la formation. Sous réserve d'une enquête approfondie, il est difficile d'affirmer avec exactitude que la motivation première des bénéficiaires de cette formation est la dissémination des connaissances acquises auprès de leurs élèves et/ou connaissances. Cette motivation peut être seulement l'acquisition d'un diplôme français.

³³ Ibid.

On peut ajouter à ce qui précède que l'Université catholique de l'Afrique de l'Ouest est une institution privée et payante. En conséquence, seules les personnes les plus nanties peuvent accéder à cette formation.

3. 3. Le pèlerinage de Popenguine

Des exemples de solidarité entre chrétiens et musulmans sont légion dans le monde. Cependant, certaines pratiques sortent de l'ordinaire. C'est le cas de l'implication des musulmans de Popenguine à la préparation du pèlerinage annuel des chrétiens. En effet, alors qu'islam et christianisme tendent à être perçus par de nombreuses personnes comme fortement antagonistes, les Sérères de Popenguine, musulmans ou catholiques, ne les traitent pas en catégories mutuellement exclusives. Le système local d'organisation sociale et de parenté, et la relation asymétrique entre donneurs et preneurs de femmes demeurant solides, les liens d'alliances matrimoniales et ancestrales cimentent les relations entre acteurs sociaux, qu'ils soient ou non de même religion. La société sérère, issue d'une longue tradition de flexibilité et de tolérance, continue de fonctionner au-delà des distinctions identitaires religieuses et les fêtes chrétiennes ou musulmanes, comme les cérémonies traditionnelles, sont autant d'occasions pour les groupes d'échange locaux de réaffirmer la nature de leur relation et d'entretenir l'orientation du flux de vie.

Conclusion

Le Sénégal est connu pour la coexistence pacifique de ses différentes communautés ethniques et religieuses, et pour son hospitalité communément désignée la *teranga*. Le pèlerinage de Popenguine est un exemple de dialogue interreligieux et de solidarité. Ce dialogue a joué un rôle de premier plan pour que le conflit politique de la Casamance ne dégénère pas en conflits socio-religieux, comme c'est le cas dans de nombreux autres pays.

Le pays de la Teranga est aussi, sur le plan scientifique, à l'avant-garde en matière d'initiatives scientifiques et académiques dans le domaine du dialogue interreligieux. Nous avons parlé des colloques, études et publications initiés par la Fondation Konrad Adenauer, et exposé l'expérience de l'UCAO qui organise des diplômes en sciences de l'éducation au fait religieux. Nous aurions bien pu parler aussi du Master de sciences sociales des religions du Centre d'étude des religions de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, ou encore du Centre d'Etude des Religions et du dialogue interreligieux de Mbour, une initiative de la Compagnie de Jésus.

Toutes ces expériences qui sont de véritables cas d'école, ne devraient pas occulter ce fait que le Sénégal reste un pays fragile, non seulement parce que le conflit de la Casamance, le plus vieux conflit d'Afrique, n'est pas encore définitivement réglé, mais aussi parce que le pays abrite de nombreux terroristes que les confréries soufies arrivent encore à contrôler.

Partie 3 : Le dialogue interreligieux au Bénin

Cette troisième partie de notre étude est consacrée au dialogue interreligieux au Bénin. Après un rapide survol du contexte religieux et sécuritaire du pays, nous allons analyser et évaluer des expériences concrètes de dialogue interreligieux. Nous avons choisi de présenter deux initiatives : celle du Centre Panafricain de Prospective Sociale / Institut Albert Tévoedjrè (CPPS-IAT) et celle de la Fondation Espace Afrique.

1. Le contexte

Le Bénin est un pays d'Afrique de l'Ouest comptant 10,7 millions d'habitants. 23,8 % de la population est musulmane, 53% est chrétienne, dont 25,5 % de catholiques et l'équivalent de protestants (méthodistes, christianisme céleste³⁴ et évangélistes). 18,1 % des habitants se réclament des religions de la tradition africaine, dont le culte vodoun, qui est très important dans le pays³⁵.

Après plusieurs années d'instabilité marquées par des coups d'Etat militaires et un régime marxiste très autoritaire jusqu'en 1990, le Bénin est désormais depuis près de 30 ans connu comme un modèle de tolérance et de dialogue entre les communautés ethniques et religieuses. Par ailleurs, de nombreux observateurs soulignent la stabilité politique et économique de ce pays.

Au vu du recensement des religions de 2013 qui précède, l'on constate une nette progression des églises évangéliques.

Tout comme en Côte d'Ivoire, la répartition des communautés religieuses sur le territoire est largement inégalitaire au Bénin, nous comptons par exemple selon les statistiques officielles une très forte majorité de Musulmans au Nord (Donga) et dans les régions frontalières avec le Nigéria au Nord-Est (Alibori, Borgou). A l'inverse, au sud, notamment la région Atlantique et la région du Littoral où se trouve la capitale économique, et ville la plus peuplée du pays, Cotonou, nous relevons une forte majorité de Chrétiens. Les régions de Mono et Kouffo, au Sud-Ouest, berceau du Vodoun³⁶ abritent la

³⁴ L'Église du christianisme céleste a ainsi été fondée au Bénin, à Porto-Novo en 1947, avant de s'étendre en Afrique centrale, mais aussi en France.

³⁵ Chiffres du Journal La Croix de Février 2017.

³⁶Entretien avec le Sare Corneille Couchoro Hounnansin, chef suprême des Religions Endogènes au Bénin et en Afrique. Propos recueillis par Nicolas Klingelschmitt à Dassa, Bénin, en Août 2017.

forêt sacrée de Ouidah et comptent une majorité de pratiquants du Vodoun, devant toutes les autres religions.

S'il paraît normal que ces deux régions du Bénin soient un important foyer d'adeptes des religions de la tradition africaine, en particulier du Vodoun³⁷, il faut toutefois mentionner que « *les religions de la tradition semblent en régression* »³⁸ : d'après les recensements officiels, en 2002 17,3% de la population se déclare adepte des religions de la tradition, alors que celui de 1992 comptabilisait 35% de fidèles.

Il est curieux de constater qu'il y a très peu d'individus qui se revendiquent adeptes des religions de la tradition ou endogènes du Bénin, bien que la culture et les us et coutumes du pays soient fortement imprégnés des symboles et valeurs de ces religions. On va même parfois jusqu'à parler de « pluri-religion » chez de nombreux béninois, lorsque l'on observe des fidèles qui vont à la mosquée ou à l'église pour prier, et qui à la suite iront plus ou moins secrètement chez des chefs religieux traditionnels pour divers rituels. Ce phénomène montre que le Vodoun et les autres religions endogènes sont tenaces au Bénin. Il permet aussi de relativiser les statistiques officielles sur la régression de ces dernières. Ainsi, l'on peut dire qu'au Bénin les religions de la tradition se maintiennent bien, au même titre que les religions révélées (Christianisme, Islam...), du fait qu'elles sont des marqueurs culturels qui imprègnent la quasi-totalité de la population. Elles peuvent dans ce cas jouer un rôle majeur dans le dialogue interreligieux au Bénin.

Le Bénin est souvent présenté comme une zone de stabilité à l'orée d'une région secouée par des troubles récurrents ; la situation au Nigeria voisin est en effet préoccupante pour le Bénin.

Le témoignage d'acteurs locaux du dialogue interreligieux nous permet de mettre en exergue cette préoccupation, comme c'est le cas au Nord du pays, dans la région de Djougou où, « *du fait de la porosité des frontières et de l'extension des poches de pauvreté dans la région, les indices de la radicalisation musulmane sont manifestes à Djougou et les environs, avec les femmes qui se voilent*

³⁷ http://afrique.lepoint.fr/culture/benin-vous-avez-dit-vodoun-10-01-2018-2185492_2256.php

³⁸ Troisième recensement général de la population et de l'habitation, Février 2002, « Synthèse des analyses en bref », Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique, République du Bénin, P21

totale le visage, avec les prêches violents et provocateurs des jeunes prédicateurs formés dans les pays arabes et entièrement depuis l'extérieur par ces derniers, avec la prolifération anarchique des écoles coraniques et arabes dont personne ne maîtrise ni le financement ni le programme. Pour compromettre davantage la paix, certains dignitaires musulmans de Djougou multiplient ouvertement les provocations de manière à décourager et à faire échec à l'œuvre pastorale de l'évêque et de Caritas ; le tout se jouant sous le regard impuissant des autorités politico-administratives qui semblent dépassées par la situation. »³⁹

C'est dans ce contexte de menace pour la paix qu'à l'initiative des religieux, des autorités locales ou des organisations de la société civile, des rencontres interreligieuses sont régulièrement organisées au Bénin et réunissent des musulmans, catholiques, protestants, adeptes des religions de la tradition et même des athées. Ces différentes rencontres sont relayées par des projets concrets qui favorisent la rencontre de l'autre, le dialogue entre les cultures et les religions dans le respect mutuel, et la construction de la cohésion sociale. Pour ne pas nous perdre dans des considérations générales, nous avons retenu deux grandes conférences internationales et quelques projets phares.

2. Congrès internationaux sur le dialogue interreligieux

Deux symposiums sur le dialogue interreligieux ont marqué les esprits au Bénin ces dernières années. Il s'agit du Symposium International sur l'Education à la Paix et au Développement par le Dialogue Interreligieux et Interculturel, initié par le professeur Albert Tévoédjrè en Mai 2015, et du Symposium International sur le « Vivre Ensemble entre adhérents de différentes communautés religieuses au Bénin et en Suisse : défis, risques et chances », initié par l'homme d'affaires Samuel Dossou-Aworet en Février 2017. Les deux manifestations ont non seulement en commun le fait qu'elles ont mobilisé de nombreux participants nationaux et internationaux, mais aussi que leurs initiateurs ne sont pas des leaders religieux, mais de simples croyants qui partagent la conviction selon laquelle l'ouverture à l'autre, le dialogue entre les cultures et les religions dans le respect mutuel, sont la condition *sine qua non* du développement, de la construction de la cohésion sociale, de la réconciliation entre les peuples et de la paix entre les nations.

³⁹ GNIMASSOU Eugène, Coordonnateur de l'Initiative Africaine pour la Paix. Rapport du CPPS, Mai 2018.

2.1. Le Symposium International sur l'Education à la Paix et au Développement par le Dialogue Interreligieux et Interculturel

Du 26 au 28 mai 2015, un symposium international sur l'éducation à la paix et au développement par le dialogue interreligieux et interculturel a été organisé à Cotonou, à l'initiative du Professeur Albert Tévoédjrè⁴⁰, sous le haut patronage de l'UNESCO et avec le soutien du gouvernement du Bénin. La rencontre avait comme objectif principal d'apporter des réponses aux différents conflits qui minent le développement du continent, en lien avec les conflits religieux.

De nombreuses personnalités venues du monde entier ont répondu à l'appel de Cotonou. Parmi elles, des représentants des confessions religieuses du monde entier. Plusieurs allocutions ont marqué la cérémonie de lancement du symposium. Le Professeur Albert Tévoédjrè, le nonce apostolique représentant le Saint-Siège, et le président Boni Yayi, pour ne citer qu'eux, ont successivement pris la parole pour exprimer leurs attentes. Pour tous les orateurs, seul un dialogue franc, méthodique entre les religions peut contribuer à l'instauration d'une paix durable.

Le symposium a produit un Manifeste qui s'inscrit dans la continuité d'autres travaux élaborés dans d'autres enceintes et qui reconnaît le dialogue comme un chemin incontournable pour la paix et le développement. Voici quelques extraits du Manifeste :

12 - Exprimant notre haute appréciation du travail des «Conseils interreligieux», du «Conseil Africain des Responsables Religieux pour la Paix», de l'initiative du Forum de l'Union africaine sur le dialogue interreligieux et de celle de l'Alliance des Civilisations de l'ONU;

13 - Proclamons que le respect de la dignité d'autrui, de sa religion et de ses convictions philosophiques, ainsi que l'échange et la rencontre sont les fondements véritables du dialogue interreligieux et interculturel ;

14 - Soulignons que le chemin du dialogue interreligieux et interculturel doit être bâti sur les valeurs de respect mutuel, d'échange et de rencontre, prérequis non négociables du «vivre ensemble», consistant en un «commun vouloir de vie commune» dans la diversité notamment des religions, des spiritualités, des cultures, et des orientations politiques et sociales, à l'instar des pratiques pluralistes, résilientes et pacifiques observées sur le Continent africain et dans sa diaspora.

⁴⁰ Premier Médiateur et Ancien Ministre de la République du Bénin, ex Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en Côte d'Ivoire, fondateur du Centre Panafricain de Prospective Sociale, Rapporteur de la Conférence Nationale.

2.2. Le symposium international sur « Le Vivre Ensemble entre Adhérents de Différentes Communautés Religieuses au Bénin et en Suisse : défis, risques et chance ».

A l'initiative de la Fondation Espace Afrique, créée par l'entrepreneur béninois Samuel Dossou-Aworet, un symposium international a réuni 600 personnes les 7 et 8 février 2017, à Glo-Djigbé, dans les locaux du Centre International d'expérimentation et de valorisation des ressources africaines (CIEVRA), une émanation de la Fondation. Le thème de la rencontre était : « *Le vivre ensemble entre adhérents de différentes communautés religieuses au Bénin et en Suisse : défis, risques et chances* ». Parmi ces personnes, il y avait des hauts représentants du gouvernement du Bénin et des communautés religieuses : Eglise catholique, Eglises protestantes et évangéliques, l'Eglise du Christianisme céleste, culte vodoun, et communautés musulmanes sunnite et chiite.

Une délégation suisse a été invitée à ces assises. Composée pour l'essentiel des membres de la Commission pour le dialogue avec les musulmans, et conduite par Mgr Alain de Raemy, la délégation a rencontré des dignitaires religieux, traditionnels et étatiques locaux et régionaux à Cotonou, Ouidah, Porto-Novo, Abomey, Parakou, Dassa-Zoumé et Natitingou afin de se faire une idée de la cohabitation quotidienne entre les différentes communautés religieuses sur place.

Ce symposium était une occasion d'échanges d'expériences entre les deux pays que sont le Bénin (représenté par Honorat Aguessy, Jérôme Alladaye, Pierre Metinhoué, Dodji Amouzouvi et Monseigneur Barthélémy Adoukounou reconnus sur le plan international pour leurs contributions en épistémologie religieuse africaine) et la Suisse.

En effet, la cohabitation des communautés religieuses au Bénin intéresse la Conférence épiscopale suisse. Répondant aux questions de Cath.ch. (Portail web catholique suisse), Walter Müller, membre de la délégation suisse, s'est exprimé en ces termes : « *Le but du voyage est d'étudier le modèle béninois de tolérance et de dialogue entre les communautés religieuses. Il faut se souvenir que les religions ont joué un rôle important pour une transition pacifique après la fin du régime marxiste de Matthieu Kerekou en 1990. Depuis, le Bénin se caractérise par la stabilité remarquable des conditions sociales et étatiques, malgré des troubles récurrents dans les pays voisins : Nigeria, Niger, Burkina Faso, Togo* ».

La Suisse aussi intéresse le Bénin, non seulement parce que la paix et la prospérité de la Confédération sont considérées comme des modèles à suivre, mais aussi pour son expérience de cohabitation des religions symbolisée par la maison des religions de l'Europaplatz (Berne) qui réunit sous un même toit huit grandes religions.

A la fin des travaux du symposium de Glo-Djigbé, les participants ont fait les propositions suivantes :

- la mise en place d'un cadre de concertation assez représentatif et permanent des religions pour la poursuite du dialogue ;
- la généralisation du dialogue interreligieux, impliquant les populations ayant des sensibilités religieuses diverses ;
- l'initiation de projets concrets qui réunissent plusieurs religions ;
- le renforcement dans toutes les confessions religieuses de l'éducation à la tolérance religieuse.

3. Du dialogue interreligieux au quotidien : quelques projets phares

Dans un premier temps nous développerons quelques projets phares. Dans un second temps, nous procéderons à une évaluation critique de l'impact.

Nous avons choisi de nous limiter aux projets mis en œuvre dans le cadre du Centre Africain de Prospective Sociale, qui illustrent le dialogue interreligieux au quotidien. Ce centre, fondé par le Professeur Albert Tévoédjrè, a progressivement mis en place une structure dénommée l'Initiative Africaine d'Education à la Paix et au Développement par le Dialogue Interreligieux et Interculturel⁴¹. Cette initiative doit permettre de lutter contre toute forme d'extrémisme, d'offrir des lieux et des occasions de collaboration entre les différentes confessions religieuses, d'apporter de nouvelles perspectives à la jeunesse, de développer le rôle des femmes au sein de la société, et de rapprocher les communautés à travers des projets de développement visant au bien-être et à la hausse du niveau de vie collectif. Voyons donc de près quelques projets phares de cette initiative de 7 projets, donc 4

⁴¹ L'Initiative est organisée en trois coordinations, chacune couvrant quatre départements afin d'optimiser et de limiter les dépenses liées aux frais d'existence de ces structures. La Coordination régionale Nord regroupe les départements de l'Atacora ; de la Donga ; du Borgou et de l'Alibori. La Coordination régionale Centre regroupe les départements du Mono ; du Couffo, du Zou et des Collines. La Coordination régionale Sud regroupe les départements de l'Ouémé, du Plateau, de l'Atlantique et du Littoral. Chaque coordination régionale comprend un représentant des Musulmans, un représentant des Chrétiens, un représentant des religions endogènes, toutes tendances confondues pour chacune d'entre elles. Ces trois représentants se partageant les rôles de président, de vice-président et de secrétaire.

sont déjà en place⁴² : une Maison de la Paix à Porto-Novo, un puits d'eau potable à Djidja, des infrastructures publiques à Natitingou et un dispensaire à Kpoguidi.

3.1. La Maison de la Paix à Porto Novo

En 2018, le Centre Panafricain de Prospective Sociale a inauguré une maison dite *Maison de la Paix* ou encore *Théophania*, à Adjati, en banlieue proche de Porto-Novo. Cette maison se veut un lieu de rencontre ouvert à l'ensemble des confessions. Il comporte un espace chrétien de prière et de recueillement (Oratoire Mgr Melchior Brésillac - Notre Dame de la Paix), un espace de prière musulmane, inspirée de l'expérience d'Abou Dhabi (Petite Mosquée Marie Mère de Jésus, Notre Dame de tous les peuples) et un espace de recueillement libre (Temple de l'Esprit), pour toutes expressions spirituelles et culturelles différentes.

En dehors de ces espaces de prière, la Maison de la Paix met à disposition de la population locale une fontaine d'eau potable à motricité humaine dont la gestion est placée sous l'égide d'un comité interreligieux composé de représentants locaux.

3.2. Un dispensaire à Kpoguidi

Le dispensaire de Kpoguidi a été construit à l'initiative du Professeur Tévoédjrè dans le cadre de l'Initiative Africaine pour la paix, pour rassembler les protestants méthodistes, après une longue période de conflit interne. Inauguré en juillet 2017, et géré par l'Eglise méthodiste, ce dispensaire est aujourd'hui ouvert à toutes les confessions religieuses et est le seul centre de santé interconfessionnel dans la zone⁴³.

« La division est terminée. Nous voulons ici dire merci à la communauté musulmane, et à la communauté des religions endogènes qui ont accepté de nous porter et de nous supporter pour que cette réalité se concrétise ici et maintenant »

~Pasteur de l'Eglise Protestante Méthodiste du Bénin
Cérémonie de pose de la première pierre à Kpoguidi.

⁴² Cartographie des projets de l'Initiative du CPPS-IAT, N. Klingelschmitt (archives IAM).

⁴³ Entretien avec le Pasteur de Kpoguidi, 7 Août 2017, Porto Novo. Propos recueillis par N. Klingelschmitt.

4. Evaluation des expériences du dialogue interreligieux au Bénin

Nous allons successivement faire une évaluation critique des conférences internationales sur le dialogue interreligieux, ainsi que de la Maison de la Paix et d'autres projets initiés par le CPPS que nous avons présentés ci-dessus. Concrètement, il s'agit de voir si ces manifestations et projets contribuent effectivement à instaurer un véritable dialogue entre les communautés, et/ou à quelles conditions peuvent-ils atteindre les objectifs visés par leurs initiateurs.

4.1. Les conférences sur le dialogue interreligieux

Les conférences sur le dialogue interreligieux nécessitent un certain niveau d'instruction pour pouvoir suivre les travaux. De nombreuses personnes sont donc exclues. Mais, ces propos devraient être nuancés, car certains congrès ont donné lieu à des résolutions qui ont été à l'origine des projets concrets qui ont un impact réel sur la vie sociale. Insistons sur le symposium de Porto Novo (CPPS) qui en est un véritable exemple.

A l'occasion du symposium international de lancement de cette Initiative en 2015, symposium présenté précédemment, un Manifeste pour l'éducation à la paix et au développement par le dialogue interreligieux et interculturel a été adopté. Ce document, qui est en quelque sorte la pierre d'angle de tout le projet, en donne les grandes orientations qui, à leur tour, ont permis de monter le volet national et le volet international du projet. C'est dans ce cadre que différentes démarches ont été entreprises : trois coordinations régionales ont été créées, 16 ambassadeurs ont été nommés pour représenter internationalement l'initiative, et plusieurs conférences de suivi de l'Initiative ont eu lieu, afin de la recadrer progressivement et d'adapter son fonctionnement au contexte dans lequel elle évolue.

Cette structuration adoptée via le Manifeste de Cotonou a été vite suivie d'effets, puisque, dès 2017, les premières infrastructures matérielles imaginées par les commissions de discussion rassemblant des représentants locaux sous l'égide de l'initiative Africaine pour la paix ont émergé, et depuis lors, d'autres projets sont en cours⁴⁴. Préalablement à la réalisation de ces projets, des missions proactives du CPPS sont envoyées sur le terrain pour consulter les autorités et les divers acteurs de la société locale afin de cerner au mieux le contexte et les besoins respectifs de chaque localité où l'initiative œuvre. Ils sont réalisés avec le financement et le concours d'organisations non gouvernementales,

⁴⁴ Notamment dans le Nord du Bénin, à Kandi et Djougou. Cartographie des projets de l'Initiative du CPPS- IAT, N. Klingelschmitt (Archives IAM).

interlocuteurs et acteurs privilégiés qui, à travers les réseaux confessionnels, sont sollicités pour faire la promotion du vivre-ensemble, de diverses manières. Certaines d'entre elles disposent également de connaissances techniques indispensables pour la réalisation de certaines infrastructures.

4.2. De la Maison de la Paix

Il nous semble prématuré de procéder à une évaluation de la Maison de la Paix d'Adjati. Nous pouvons toutefois, à partir des expériences en cours dans d'autres pays⁴⁵, souligner la pertinence du projet. En effet, cette maison est un espace de cohabitation et de coexistence interculturelle et interreligieuse, puisque dans un espace géographique commun plusieurs cultures religieuses se rencontrent. Cette réalité implique donc des formes concrètes d'acceptation des autres dans leur différence et de dialogue harmonieux et constructif. Cette cohabitation engendre un processus de reconnaissance mutuelle où chaque croyant est invité à accueillir la légitimité de la présence de l'autre dans un don de réciprocité pacifique malgré certains inconforts pressentis.

Toutefois, cette initiative, louable en soi, n'atteindra vraiment ses objectifs que si elle attire des visiteurs en organisant régulièrement des activités interculturelles et interreligieuses. La Maison devrait par ailleurs inviter les visiteurs à un dialogue interreligieux et interculturel. Celui-ci pourrait par exemple prendre la forme d'un repas partagé par des membres de différentes communautés religieuses, d'une pièce de théâtre ou d'un concert de musique réalisés par des adolescents issus de toutes les communautés, ou encore de vitrines d'information sur les différentes confessions religieuses.

Par ailleurs, la question de la viabilité de cette Maison de la Paix peut être posée. En effet, de nombreux exemples montrent qu'en Afrique subsaharienne peu d'ouvrages survivent à leurs promoteurs. La viabilité de la Maison de la Paix dépendra, à notre avis, de deux exigences: son appropriation par les différentes confessions religieuses, par les populations du village d'Adjati et sa gouvernance.

⁴⁵ Nous pensons à la *Maison des religions* de l'Europaplatz, en Suisse (Berne).

4.3. D'autres projets

Les autres projets mis en place au Bénin par l'Initiative constituent des réalisations qui resserrent les liens entre les différentes communautés et donc qui favorisent la rencontre de l'autre et, in fine, le dialogue interreligieux au quotidien. La fontaine d'eau de la Maison de la Paix, le Puits d'eau potable à Djidja, le dispensaire de Kpoguidi, les infrastructures de Natitingou sont certainement des points de rencontre et de dialogue pour les populations environnantes.

Ces œuvres communautaires ont mobilisé des membres de différentes communautés, créant ainsi des liens entre leurs membres. En effet, comme le dit avec beaucoup de pertinence le Père Marcos Delgado Alce (SMA), dans certaines circonstances, plutôt que de *prêcher* le dialogue interreligieux, il faut agir *« directement sur le vivre ensemble grâce à des œuvres communautaires qui créent le trait d'union entre chrétiens, musulmans et autres confessions obligées de travailler conjointement à la satisfaction des besoins prioritaires de développement communautaire »*⁴⁶.

⁴⁶ Interrogé par l'équipe du CPPS.

Conclusion

D'après nos observations, les communautés religieuses et ethniques du Bénin cohabitent relativement bien. Un exemple concret de cette cohabitation :

- Les propriétaires terriens des religions endogènes font don de terrains pour la construction des lieux de cultes catholiques⁴⁷. Leurs membres participent aussi au financement de la réalisation de ces édifices.
- Les quelques rares tensions entre catholiques et musulmans sont observées à l'extrême Nord-Est du pays, près de la frontière avec le Nigéria, où sévit Boko Haram.

Si le dialogue interreligieux peut être considéré comme fructueux au Bénin, il reste toutefois à nuancer car il existe ici et là des conflits et des tensions. Nous avons relevé des cas de discriminations que subissent parfois des membres des religions de la tradition, à l'exemple des pratiquants du culte Vodounsi. Le chef suprême du Vodoun, le Sare Balogoun, nous expliquait lors d'un entretien avoir constaté *« l'impossibilité pour des enfants issus de familles pratiquantes Vodounsi de rejoindre certaines écoles privées catholiques s'ils suivent les rites d'initiation à la religion de leur famille »*. Le refus émanait de la direction de certains établissements.

D'autres témoignages de parents d'élèves en cours d'initiation au Vodoun et inscrits dans des écoles privées catholiques rapportaient, aux dires du Sare, qu'ils subissaient parfois des traitements *« discriminants de la part du corps enseignant à l'égard de leurs enfants »*. Du fait de leur appartenance religieuse.

Le passage de la vie à la mort et les rituels qui l'entourent sont également sujets à des frictions entre confessions religieuses au Bénin. Trois exemples ont attiré notre attention à ce sujet :

- Des familles béninoises endeuillées se sont vu opposer un refus de célébrer des obsèques à leurs défunts par des prêtres catholiques parce que ceux-ci allaient être enterrés au domicile familial selon le respect de la tradition, et non pas dans le cimetière de la congrégation.

⁴⁷ Entretien du 4 Août 2017 avec le Sare Balogun, Président du Conseil National des Religions Endogènes et président international du Culte Vaudou, Djidja. Propos recueillis par N. Klingelschmitt.

- De même, les discussions sur la prise en charge financière, l'organisation logistique et spirituelle des obsèques sont des moments d'âpres discussions, d'oppositions, voire de désaccords entre membres d'une même famille ou proches du défunt du fait qu'ils sont de confessions religieuses différentes. Ainsi, lors des funérailles se pose le problème du choix de la cérémonie religieuse pour le défunt. Et *« il arrive que ces différents groupes entrent en conflit pour l'organisation principale des funérailles. (... Des discussions peuvent aussi survenir entre familles, ou entre composantes d'un lignage, sur le lieu où il convient d'enterrer le (ou la) défunt(e) »*⁴⁸.

- Confondant mysticisme et pratique religieuse, parce que mal informée, l'opinion publique a tendance à stigmatiser les Vodounsi en prenant leurs rituels et pratiques pour des sortilèges. Nous retrouvons cette crainte à travers des accusations de certaines familles en deuil, à l'encontre du personnel des morgues de confession Vodounsi. Ils accusent celui-ci de prélever des organes des défunts qui ne sont pas de leur religion pour alimenter des réseaux de fétichisme. La proximité du personnel des morgues avec les corps des défunts est, en outre, souvent associée à *« la détention d'un certain pouvoir »*⁴⁹ mystique dans l'imaginaire collectif béninois, ce qui peut parfois alimenter des tensions interreligieuses.

Pour que cette paix se pérennise, il est toutefois nécessaire de prévenir les conflits et de renforcer les mécanismes de la paix. Comme l'a si bien remarqué Albert Tévoédjrè (alias Frère Melchior) une évidence et un constat se dégagent de son initiative :

« Dans l'impossibilité de placer un soldat derrière chaque citoyen pour garantir sa protection, la seule option incontournable et durable reste celle de renforcer tous les mécanismes du vivre ensemble, malgré toutes les différences ».

Les expériences que nous venons d'examiner ici montrent clairement que le Bénin s'inscrit dans une démarche de pays novateur dans le domaine de la prévention des conflits.

⁴⁸ NORET Joël, « Morgues et prise en charge de la mort au Sud-Bénin », Cahiers d'Études africaines, XLIV (4), 176, 2004, pp. 745-767

⁴⁹ Ibid

Conclusion générale

Notre intention était d'identifier des initiatives de dialogue interreligieux mises en œuvre dans les trois pays d'Afrique de l'Ouest que sont la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Bénin, d'évaluer leur originalité et leur pertinence, et de fournir des recommandations qui les renforceront dans une perspective de prévenir et de réguler des conflits violents grâce à une vision globale de la paix. Au terme de l'étude, faisons-en le point.

1. Principales conclusions

La première conclusion qui se dégage de notre étude est que les populations des trois pays étudiés avaient toujours cohabité pacifiquement jusqu'à ce que certains facteurs provoquent des crises et viennent bouleverser les équilibres anciens. Parmi ces facteurs, nous avons identifié l'instrumentalisation des religions à des fins politiques. C'est le cas notamment en Côte d'Ivoire et au Sénégal (Casamance).

La deuxième conclusion est que la paix est encore fragile dans les trois pays étudiés même s'ils connaissent aujourd'hui une période de relative stabilité économique et politique. Il faudra donc rester vigilants et renforcer des actions de prévention des conflits au quotidien. En effet, deux Etats sur les trois (la Côte d'Ivoire et le Sénégal) sont aujourd'hui dans une période post-conflit, c'est-à-dire dans une phase délicate aux contours flous. Car, comme l'écrivent si bien Ludovic Lado et Alain Zouzou, « *Plusieurs facteurs et acteurs y interviennent à différents niveaux dans des initiatives pouvant contribuer à la paix ou réveiller la violence* »⁵⁰.

La troisième et dernière conclusion est l'importance du dialogue interreligieux en Afrique de l'Ouest, non seulement pour la prévention des conflits, la cohabitation harmonieuse des communautés et la

⁵⁰ LADO Ludovic et ZOUZOU Alain, *Méthodologie de réconciliation intercommunautaire en période post-crise en Afrique. Une étude comparative de trois cas de terrain en Côte d'Ivoire*, Abidjan, Les Editions du CERAP, 2015, p.15.

consolidation de la paix, mais aussi pour contrer les extrémismes islamistes qui sévissent actuellement dans cette région du monde.

2. Recommandations

Enfin, pour terminer, nous recommandons :

- aux représentants des trois Etats, de garantir la liberté religieuse et la laïcité, et de promouvoir l'enseignement du fait religieux dans les établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur ;
- aux leaders religieux, de travailler ensemble pour la paix, de combattre le prosélytisme sauvage, et de promouvoir le dialogue dans le respect de l'éthique de la discussion;
- aux représentants des organisations de la société civile, de continuer à sensibiliser les populations à la culture de la paix et du vivre ensemble, à s'impliquer davantage dans des projets de développement économique et social, et à promouvoir le plus possible des manifestations interculturelles et interreligieuses ;
- aux populations, d'être vigilantes, de privilégier le vivre ensemble, et de ne pas se laisser manipuler par les hommes politiques.

Nous sommes conscients de la complexité non seulement du sujet mais aussi du terrain ouest-africain. Elle nous impose une nouvelle immersion dans les sociétés concernées et donc un retour sur le terrain pour une enquête complémentaire et approfondie. Nous espérons toutefois que le présent rapport est un bon point de départ d'un vaste programme d'études sur le dialogue interreligieux, élargi à d'autres pays d'Afrique. Car, ce continent a plus que jamais besoin de voies nouvelles pour la paix et pas seulement « *d'accords de paix dont l'objectif est plutôt de réconcilier des classes politiques ennemies* »⁵¹, au détriment des principales et véritables victimes.

⁵¹ Ibid.

Bibliographie

BASSET Jean-Claude, *Le dialogue interreligieux. Histoire et avenir*, Paris, Cerf, 1996.

BARBIER, J.-C. & DORIER-APPRILL, E. « Cohabitations et concurrences religieuses dans le golfe de Guinée. Le Sud-Bénin, entre vodun, islam et christianismes, *Géographies : Bulletin de l'association des géographes français*, n°2, 2002, pp. 223-236.

CERAQ, Connais-tu ton frère ? : pour mieux comprendre les musulmans en Afrique, 1989. 132 p.

FONDATION KONRAD ADENAUER, La Fondation Konrad Adenauer au Sénégal. 40 Ans d'Engagement pour la Démocratie, la Liberté et la Paix, 1976-2016, Dakar, 2016.

FONDATION KONRAD ADENAUER, Actes des colloques Plaidoyer pour le dialogue interreligieux, «Prévenir les extrémismes par le dialogue et la solidarité: Le cas du Sénégal en Afrique », Dakar, 2017.

FORTIER Vincente, Le prosélytisme au regard du droit : une liberté sous contrôle, *Cahiers d'Etudes du religieux*, n°3, 2008.

LADO Ludovic et ZOZOU Alain, Méthodologie de réconciliation intercommunautaire en période post-crise en Afrique. Une étude comparative de trois cas de terrain en Côte d'Ivoire, Abidjan, Les Editions du CERAP, 2015.

MBEM Joseph Loïc et LOUA Pierre, Dialogue communautaire à ABOBO-SAGBE, Abidjan, Les Editions du CERAP, 2012.

MIRAN Marie, Islam, histoire et modernité en Côte d'Ivoire, Paris, Karthala, 2006.

MIRAN, Marie, « Le wahhabisme à Abidjan : Dynamisme urbain d'un islam réformiste en Côte d'Ivoire contemporaine (1960-1996) », *Islam et Sociétés au Sud du Sahara*, 12 : 5-74, 1998.

MIRAN Marie, « Vers un nouveau prosélytisme islamique en Côte-d'Ivoire : une révolution discrète », in PIGA A. (dir.), *Islam et villes en Afrique au sud du Sahara. Entre soufisme et fondamentalisme*, Paris, Karthala, 2003, pp. 271-291.

MIRAN Marie, « "La lumière de l'islam vient de Côte-d'Ivoire" : Le dynamisme de l'islam ivoirien sur la scène ouest-africaine et internationale », *Revue canadienne des études africaines*, 41 (1), 2007, pp. 95-128.

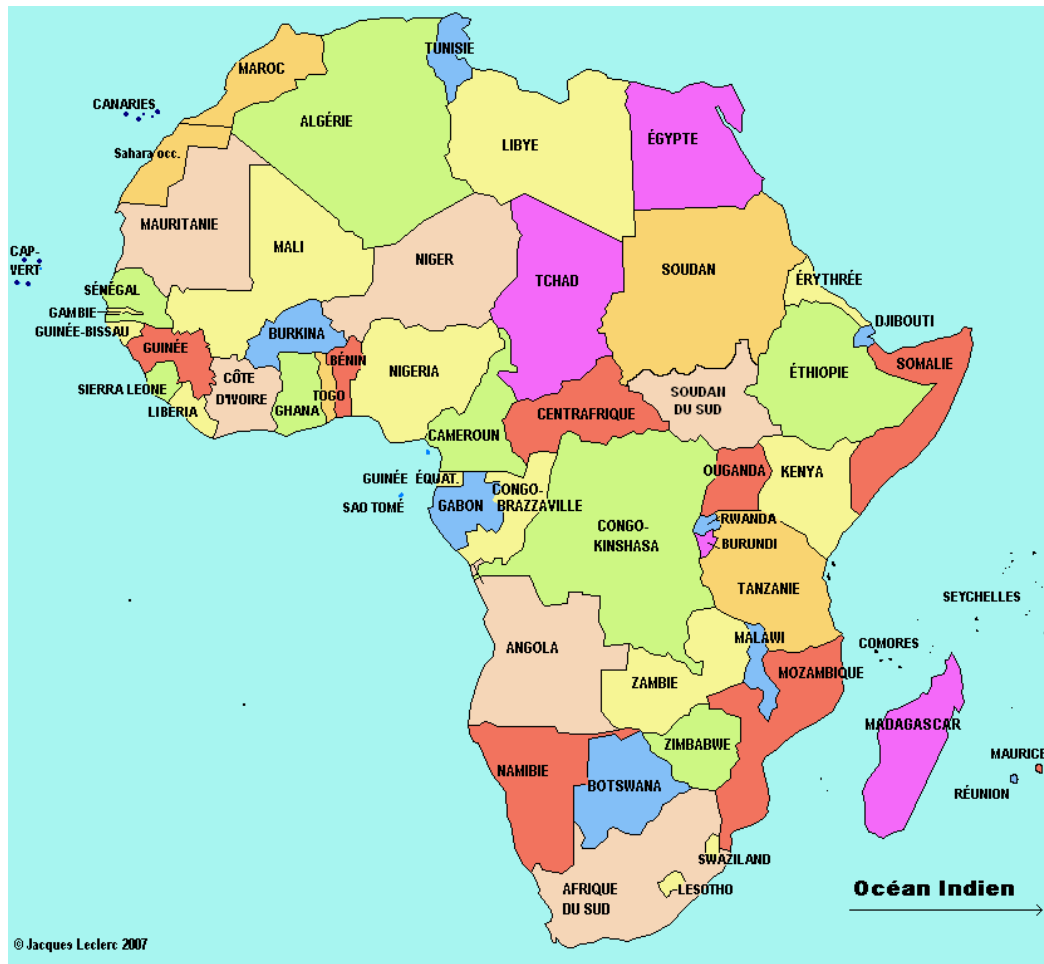
NORET Joël, « Morgues et prise en charge de la mort au Sud-Bénin », *Cahiers d'Études africaines*, XLIV (4), 176, 2004, pp. 745-767

POUCOUTA Paulin, OGUY Gaston & DIARRA Pierre, « Les défis du vivre-ensemble au XXIe siècle », Contribution à l'occasion des 15 ans de l'UCAO, *Karthala*, Mai 2016, 564 pages.

TRICHET Pierre, Pas de paix sans justice. Les évêques d'Abidjan prêchent la paix, Abidjan, Les Editions du CERAP, 2004.

Support cartographique des pays étudiés.

Afrique générale



Côte d'Ivoire



Sénégal



Bénin

